

***I. Eerste Wereldoorlog /
Première Guerre mondiale***

MICHAËL AMARA & HUBERT ROLAND (ÉD.)
«**Gouverner en Belgique occupée. Oscar von
der Lancken-Wakenitz. Rapports d'activité,
1915- 1918**»
[Collection Comparatisme et Société, n° 1]
Bruxelles, Peter Lang, 2004, 400 p.

Avec la publication de *Gouverner en Belgique occupée* en 2004, un projet vieux de près de 40 ans aboutit enfin. Une équipe composée de deux jeunes chercheurs, Michaël Amara et Hubert Roland, encouragés par Michel Dumoulin et José Gotovitch, ont achevé la tâche entamée par Jacques Willequet, un des initiateurs de l'histoire contemporaine en Belgique. Il s'agit de la traduction en français des rapports qu'Oscar von der Lancken-Wakenitz rédigea entre avril 1915 et novembre 1918. En tant que chef du Département politique près du gouverneur général de la Belgique occupée pendant la Première Guerre mondiale, von der Lancken est un des témoins-clés du fonctionnement de l'appareil administratif mis en place pour gérer le Royaume. L'historien a ainsi accès à une des sources allemandes les plus intéressantes relatives à cette première occupation de la Belgique. Les dix rapports, publiés ici dans leur intégralité, couvrent essentiellement quatre domaines : le ravitaillement, la presse, la politique religieuse et les affaires flamandes.

Ces rapports sont précédés d'une importante introduction dans laquelle Amara et Roland présentent aussi bien le personnage de von der Lancken que

les principales questions abordées dans ses textes. Mais le travail rédactionnel le plus important a été sans aucun doute l'établissement de l'appareil critique, notamment l'identification des nombreux personnages qui apparaissent sous la plume de von der Lancken. Grâce à l'index qui clôt ce volume, on dispose d'une petite encyclopédie, certes incomplète, mais néanmoins fort utile pour l'histoire de la Grande Guerre en Belgique.

La publication de ces rapports connus depuis longtemps par les spécialistes de l'administration allemande entre 1914 et 1918, n'apporte rien de nouveau à la recherche. Des historiens allemands comme Meseberg-Haubold ou Tiedau ainsi que belges comme Hubert Roland les ont consultés pour leurs thèses respectives et en ont livré les données les plus significatives. Néanmoins, cette publication offre un outil très utile pour les nombreux étudiants qui rédigent en ce moment des mémoires de licence sur la Première Guerre mondiale et qui n'ont pas la possibilité de consulter ces documents conservés dans les archives allemandes. Espérons que les rapports encore peu utilisés par la recherche et au moins aussi instructifs rédigés par Sandt (ensuite par Schaible et Haniel), les dirigeants des administrations civiles, trouveront également un jour leur éditeur.

Benoît Majerus

II. Seconde Guerre mondiale / Tweede Wereldoorlog

PETER SCHRIJVERS

«De hel die Europa heet. Amerikaanse frontsoldaten in de Tweede Wereldoorlog»

Anvers/Utrecht, Uitgeverij Manteau/Standaard
Uitgeverij/Het Spectrum, 2003, 384 p.

L'historien d'origine belge Peter Schrijvers, qui enseigne en Australie, nous livre la traduction néerlandaise de son livre *The crash of ruin. American combat soldiers in Europe during WWII*, publié par Mac Millan Press en 1998. Il s'agit d'une vaste compilation de témoignages recueillis par un long et patient dépouillement de journaux personnels, lettres envoyées à la famille, mémoires et souvenirs, voire récits littéraires, caricatures, chansons. Cette masse énorme a été ordonnée en chapitres bien construits et les extraits sont généralement bien choisis et révélateurs : le 'terrain' européen vu à travers les saisons, l'opinion sur les Alliés, en l'espèce britanniques et français, sur l'ennemi italien ou allemand, les contacts avec les différentes nations libérées ou occupées du *patchwork* européen, le 'repos du guerrier' (y compris la dépendance à l'alcool, au tabac ou l'obsession sexuelle) sont passés en revue. On n'y trouvera rien de fondamental qui n'ait déjà été signalé ou débroussaillé par l'ouvrage pionnier de Marc Hillel, *Vie et mort des GI's en Europe* (s.l., 1981).

Schrijvers insiste cependant beaucoup, et le justifie dans la préface de cette édition traduite, sur la notion de "Vieille Europe", vue comme un choc culturel et social pour les *boys* venus d'outre-Atlantique et souvent de petites communautés en vase clos. Cynisme politique, stagnation

économique, décadence culturelle sont les trois piliers sur lesquels les *GI's* basent leur vision reconstruite de l'Europe. Faut-il, comme l'auteur, en conclure qu'ils ont vu la guerre comme la concrétisation de la chute de la maison Europe et que cette vision a perduré, au travers des générations, pour réapparaître récemment dans la bouche de Donald Rumsfeld ? C'est sans doute s'avancer beaucoup et vouloir 'actualiser' à tout prix. Après tout, soixante ans, c'est presque trois générations, et la Corée, le Vietnam, voire l'Irak d'aujourd'hui ont fourni bien d'autres chocs, bien d'autres interpellations. Si l'Europe de 1943-1945 était un enfer, pourquoi chaque année des milliers de vétérans tiennent-ils à la revoir, des milliers ou même des millions de touristes tiennent-ils à se frotter à notre culture ?

Que retirer du livre ? Des citations qui nous renvoient à ce dont tout connaisseur, même superficiel, de la Seconde Guerre avait déjà la prescience : non, ce n'était pas l'amour, loin s'en faut, entre les *Limeys* britanniques et les *GI's* (*overfed, overpaid, oversexed... and overhere*). L'armée française semble une absurdité avec ses méthodes de commandement et de logistique surannées et surtout ses unités nord-africaines à l'équipement dérisoire mais à la férocité légendaire. Les Italiens, qu'ils soient ennemis ou "co-belligérants", sont méprisés mais le soldat allemand est vu avec un mélange de considération pour son courage, et de haine pour les pertes qu'il inflige... Quelques passages intéressants aussi sur la libération de la Belgique qui semble aux *GI's* un pays de cocagne après les expériences d'une Italie affamée, d'une Normandie en ruines et d'une France *unclean* : les villes sont intactes,

les habitants semblent bien habillés, bien nourris... et tellement plus agréables que les Français.

Et cela nous conduit à mentionner la grande faiblesse du livre qui, s'il est agréable à lire pour le 'grand public', se révèle inutilisable par l'historien qui chercherait des pistes pour ses propres recherches sur telle ou telle région, telle ou telle unité de l'*US Army*, tel combat ou tel moment : pas une seule note de référence ! À quoi bon avoir dépouillé une masse documentaire d'une telle ampleur pour ne fournir au lecteur que des mentions sibyllines : "Un sous-lieutenant raconte..." ; "un soldat de la 99^e Division écrit à sa famille que..." ; "un sergent de la 45^e Division témoigne..." et ne pas signaler s'il s'agit d'un manuscrit et où il est conservé, si le témoignage a été publié et sous quelle forme. La perplexité s'accroît par le manque de toute bibliographie, même sommaire, ou de toute localisation des principaux fonds d'archives consultés. Bref, à défaut de ration K, on reste sur sa faim, ce qui est d'autant plus regrettable que le menu était alléchant...

Francis Balace

MARK VAN DEN WIJNGAERT (RED.)

«België tijdens de Tweede Wereldoorlog, een beschouwing»

Antwerpen, Standaard Uitgeverij, 2004, 317 p.

De geschiedschrijving van de Tweede Wereldoorlog heeft in tal van landen, die door het conflict getroffen zijn, het karakter van een gezamenlijke oefening in burgerschap aangenomen. Meer dan gewoon is in het historisch vak discussiëren professionele historici en hun publiek in éénzelfde publieke sfeer. Zowel de producenten als de consumenten van

historische kennis kunnen iedere nuance in het betoog onderscheiden en ze doorzien elke ideologische subtiliteit of morele implicatie van het geschiedverhaal. Dat komt omdat de confrontatie met oorlog, dictatuur en vervolging, al is ze meer dan 60 jaar geleden, nog steeds geldt als de ultieme beproeving van de eigen samenleving en van de manier waarop individuen en collectieven het burgerschap gestalte gaven. De beproeving riep strijd op, op alle mogelijke niveaus en met een vaak zeer uiteenlopende inzet. Dat gold voor het verzet, voor de collaboratie en voor ieder die als individu of in groepsverband probeerde tegen de verdrukking in iets van het eigene overeind te houden. Die strijd is ook doorgedaan, want de winnaars hebben na de oorlog de morele les van de beproeving geformuleerd. Daarbij heeft de geschiedschrijving een belangrijke rol gespeeld door het voortdurend aanscherpen en opnieuw actualiseren van de les, ook in het licht van nieuwe maatschappelijke zorgen en uitdagingen.

Voor de geschiedschrijving is dit een gemengde zegen. Aan de ene kant is er sprake van een duidelijk zichtbare en algemeen erkende maatschappelijke functie. Deze wordt op de omslag van het hier voorliggende boek zonder omhaal aangeduid : 'bijdragen tot de verwerking van het oorlogsverleden'. De gedachte is duidelijk: wat de generaties van toen heeft geschokt en het nageslacht nog steeds bezig houdt, kan psychisch worden verduwd door studie en debat. Dit levert belangstelling en maatschappelijk aanzien op, bovendien middelen en faciliteiten, onder meer in de vorm van een onderzoekscentrum als het SOMA in Brussel, waaraan de meeste auteurs van dit boek in de loop van hun

carrière verbonden zijn of waren. Niet alleen in België, maar overal waar de oorlog een uitwerking heeft gehad, tot in de neutrale landen toe, blijkt dat er onmiskenbaar invloed is van een 'sociale verwachting' van het publiek, die de geschiedschrijvende klasse onder druk zet. Het buitenprofessionele engagement kan onderzoeksvragen sturen en interpretaties beïnvloeden en maatschappelijke preoccupaties spelen daarbij een belangrijke rol. Zo werd het verzet eerst verheerlijkt als moreel fundament onder het naoorlogs herstel, dan verguisd vanwege de neiging om zich na de oorlog als informele tegenmacht te handhaven, en soms bejammerd omdat alle idealen uit de strijd verraden zouden zijn.

Dit hoeft al met al geen probleem te zijn, zolang historici zich openlijk en expliciet rekenschap blijven geven van de manier waarop ze hun vak in deze context beoefenen. Ook zij staan onder invloed van de les die de naoorlogse samenlevingen sinds 1945 hebben getrokken. Deze is door Hermann W. von der Dunk voor Nederland aangeduid als de "basisconsensus" onder de naoorlogse democratie: dictatuur en vervolging zijn intrinsiek verwerpelijk, verzet is geboden om vrijheid en onafhankelijkheid te herstellen. Sinds 1989 betreedt ook de geschiedschrijving in Centraal- en Oost-Europa dit pad. Het is interessant te zien dat deze behoefte om lessen te trekken een belangrijke consequentie heeft gehad. Veel oorlogsgeschiedschrijving is namelijk in de allereerste plaats een introspectief proces geweest en het debat heeft zich allereerst op het nationale vlak gericht. De meeste oorlogsgeschiedenis in Europa is traditioneel bepaald door het perspectief van de natie-

staat, ook als ze zich richt op het lokale vlak of op specifieke subculturen. Zelf de geschiedschrijving van de collaboratie stelt de vraag naar verraad of naar het patriotisch karakter centraal. Nu de natiestaat – in België een taaier probleem dan in de nabuurlanden – langzaam maar zeker lijkt op te gaan in een groter Europees geheel lijkt de oorlogsgeschiedenis zelfs met terugwerkende kracht nog wel eens een integrerende betekenis te krijgen.

Tegelijkertijd kunnen deze ontwikkeling en ook het tijdsverloop op zichzelf de aanleiding vormen om de balans op te maken. De auteurs van *België tijdens de Tweede Wereldoorlog* hebben zichzelf een opgave gesteld, die niet eenvoudig is. Dat geldt te meer door een aantal complicaties van de specifiek-Belgische erfenis van de Tweede Wereldoorlog: de Koningskwestie, de achtergronden van de diverse vormen van collaboratie en de naoorlogse repressie. Uitgangspunt is geweest dat het op grond van de naoorlogse geschiedschrijving mogelijk moet zijn een historische balans op te maken, die de emoties uit de oorlogsjaren en de daarop volgende zestig jaar in een historisch kader kan plaatsen. De stijl die daaruit volgt is niet toevallig die van een leerboek. De stand van kennis wordt op een bijzonder overzichtelijke manier gepresenteerd. Afstandelijk en gedispasseerd worden oorlogvoering, politiek, economie en cultuur tijdens de bezettingsjaren behandeld, steeds vanuit de vraag welke generalisaties men op verantwoorde wijze voor zijn rekening kan nemen. Het betoog krijgt zo een zekere stelligheid – wie durft er nog iets tegenin brengen? Hier spreken het primaat van de historische professionaliteit en de behoefte aan een fair oordeel. De

afstandelijke benadering en de strakke redactie werken ook een wat onpersoonlijke toon in de hand, die op enkele plaatsen doorbroken wordt als de actualiteit meespeelt.

Voor een Nederlandse historicus van de Tweede Wereldoorlog als ondergetekende is het boek een eye-opener. De kennis van de Belgische geschiedenis schiet bij veel noorderburen tekort, maar er is meer aan de hand. Dit gedetailleerde overzichtswerk maakt dat we de oude wijsheid overboord moeten zetten dat oorlog en bezetting in beide landen een zo afwijkend verloop hebben gehad dat vergelijking alleen maar kan leiden tot het vaststellen van verschillen. Bekende voorbeelden zijn de bezettingsregimes (het civiele tegenover het militaire), de uiteenlopende mate van 'succes' van de vervolging en deportatie van joden, de diverse koers die de vorsten hebben gekozen (in 1940 stelden velen in Nederland het plichtsbef van Leopold III trouwens boven de vlucht van Wilhelmina) en de relatieve zwakte van de nationalistische collaboratie in Nederland. Dit boek lezende had ik echter op een zeker niveau van abstractie soms het gevoel dat het ook over Nederland ging. Daarom is het een mooie basis voor nieuwe internationale vergelijking.

Een paar voorbeelden wil ik hier noemen. De vooroorlogse discussie over de defensiepolitiek en de oorlogsvoorbereiding werd ook in Nederland bepaald door de ervaringen (elders, en vooral in België) tijdens de Eerste Wereldoorlog. En in beide landen ging die discussie mank aan een groot gebrek aan inzicht in de mogelijkheden van de moderne bewegingsoorlog. De politieke repercussies waren enorm :

de beide landen werden verpletterend verslagen en verloren hun regeringen; de bestuurlijke arrangementen met de bezetter kwamen op het conto van de ambtelijke en economische elites, met alle gevolgen van dien. 'De politiek van het minste kwaad' waartoe men door de omstandigheden gedwongen overging, volgde uit een desoriëntatie ten opzichte van het oude regime en het idee dat men zich bij de nieuwe omstandigheden in Europa moest neerleggen. In België tekende de scheiding tussen kabinet en vorst zich dramatischer en publieker af dan in de Nederlandse situatie, maar nuchter gesproken was de eenheid van de Nederlandse regering al snel een fictie en botsten de ambities van Wilhelmina voor de inrichting van de naoorlogse politiek vergaand met die van haar ministers. In 1945 was de voorbereiding van de terugkeer fel omstreden en na de langgerekte bevrijding kon alleen een periode van 'geleide democratie' stapsgewijze uitkomst brengen.

De sociale en economische omstandigheden in bezet België en Nederland verschilden vrij vergaand. Terwijl België al snel onder gebrek gebukt ging, maakte Nederland door een betere grondstoffenpositie en verdergaande inschakeling in de Duitse oorlogseconomie een periode van hoogconjunctuur door. In de tweede helft van de bezetting zou dit beeld kantelen, maar hoe dan ook treft een aantal overeenkomsten, in het bijzonder het bestand tussen kapitaal en arbeid, met als doel zoveel mogelijk arbeidskrachten voor wegvoering te behoeden. Tegelijk werd in het clandestien overleg een gespreksbasis voor naoorlogs sociaal beleid gevonden. Meer dan in bezet België heeft in Nederland het civiele bezettingsbestuur onder

Arthur Seyss-Inquart geprobeerd een basis te scheppen voor zelf-nazificatie van de Nederlander. Dit politieke spel heeft echter nog geen jaar geduurd en daarna ontstond er een proces van machtsuitoefening en gezagscontestatie dat niet onvergelykbaar was met de toestand in bezet België. De cultuurpolitiek van de bezetter zocht en vond aansluiting bij reeds bestaande stromingen die reageerden op de spanning die de moderniteit had gecreëerd tussen individualiteit en massacultuur. Ook de herdefiniëring van het 'volks-eigene' op nationaal – en evengoed op regionaal niveau – bleek een handvat voor nieuwe cultuurpolitiek, die kennelijk weinig spectaculair is gebleven. Het militaire regime in België kende beperkter politieke doelen dan het Rijkscommissariaat in Nederland, maar toch waren ook in het noorden de weerklank en de resultaten gering. De beperkingen van nationaal-socialistische cultuurpolitiek waren kennelijk bepaald door de grote politiek-symbolische waarde, die de bezetter er zelf aan wilde geven.

De inheemse politieke collaboratie in beide landen speelde een belangrijke rol bij de personeelsvoorziening in bestuur en voor de Duitse legers. In ruil daarvoor kregen de diverse bewegingen van de bezetter politieke voordelen, maar zeker geen politieke macht. In de analyse van de betekenis van collaboratie en ook van verzet kunnen de Nederlandse historici – die gereputeerd meer aan een moraliserend vertoog gebonden zijn dan hun zuidelijke collega's – hun voordeel doen. De vraag naar het nut van het verzet is in Nederland eigenlijk nauwelijks aan de orde gesteld, zoals ook de geschiedenis van het verzet in Nederland in de laatste decennia

tamelijk onderbelicht is gebleven; door deze vergelijking kan ze een nieuwe impuls krijgen. Daarbij kan een uitgangspunt zijn dat de auteur op een schijnbare ongerijmdheid wijst : de traditionele machthebbers hebben geen greep op de brede verzetsbeweging, maar ze slagen er wel weer in na de bevrijding hun stempel op de maatschappelijke ontwikkeling te drukken en een gematigd-reformistische middenkoers te gaan varen. Waren de belangrijkste drijfveren van het verzet dan toch morele verontwaardiging over de bezetter en patriottisme, en leidden deze tot politieke zelfbeperking ? Deze suggestie is in ieder geval van belang als een alternatief voor de gebruikelijke samenzweringstheorieën die veronderstellen dat het verzet 'bedrogen' zou zijn door een gewiekste politieke klasse. Wat betreft de transitieperiode blijkt uit het slothoofdstuk dat er in België duidelijk een inhaaleffect is als het gaat om de geschiedenis van de naoorlogse repressie, een thema dat in Nederland door een gunstiger toegang tot de bronnen en een al langer lopende 'juridisering' van het debat al eerder was opgepakt.

Er zijn drie aspecten van de oorlogsgeschiedschrijving die in deze publicatie wat mij betreft onderbelicht blijven. Dat heeft te maken met de keuze voor beperking tot de jaren 1940-1944 en voor het nationale niveau. Er is ten eerste een weinig systematische bespreking van de regionale en de lokale verschillen, juist voor een periode waarin het nationale kader verbrokkelde en elke gemeenschap steeds meer en meer op zichzelf kwam te staan. Een 'geografie van de bezetting' had beter doortekend kunnen worden door verwijzing naar lokale en regionale oorlogsgeschiedenissen, een genre dat in Neder-

land een enorme omvang heeft bereikt en ook in België inmiddels aan populariteit lijkt te winnen. Ten tweede is er de geringe aandacht voor de bezettingstijd in haar continuïteit van de twintigste eeuwse geschiedenis. De aandacht voor de oorlogsvoorbereiding raakt alleen impliciet het mentale aspect; de vreugde om de bevrijding en de woede van de repressie worden wel aangeduid, maar de vraag naar de betekenis van de bezetting voor de continuïteit van de nieuwste geschiedenis komt alleen fragmentarisch, per hoofdstuk, aan de orde. Ten derde ontbreekt de aandacht voor de internationale positie van België, inclusief zijn koloniale belangen, op langere termijn, waarin ook de overgang van neutraliteit naar bondgenootschap en van continentale naar Atlantische oriëntatie aan de orde komen.

Ik denk dat deze studie de Belgische oorlogsgeschiedenis op zo'n overzichtelijke en deskundige wijze aan de orde heeft gesteld, dat daarmee impliciet de mogelijke gedachte van een Belgische 'Alleingang' doeltreffend ter discussie is gesteld. België heeft tijdens de bezetting een groot aantal ervaringen met andere bezette Europese landen gedeeld en is minder uitzonderlijk dan Belgen en hun historici wel eens wilden aannemen. Ook vanuit een langduriger tijdsperspectief en een bredere Europese context gezien doemen grotere vragen en analyses op – wat zonder meer een grote verdienste is van de auteurs van *België tijdens de Tweede Wereldoorlog*.

Peter Romijn

HARRY VAN VELTHOVEN
«Zwerfer in Niemandsland. Julius Hoste en zijn
Londens oorlogsdagboek»
Academia press/Liberaal Archief, 2005, 290 p.

N.a.v. de vijftigste verjaardag van het overlijden van de liberale uitgever, journalist en politicus Julius Hoste jr. (*Het Laatste Nieuws*) bezorgde Harry Van Velthoven diens oorlogsdagboek, bijgehouden tussen december 1941 en mei 1944. Het bij het Liberaal Archief berustende document, getuigenis van een insider in de krabbenmand van de Belgische politiek en administratie in Londen, werd door Van Velthoven niet alleen geannoteerd maar voorzien van een forse inleiding over de politieke context. Eigenlijk maakt vooral die inleiding, die langer is dan het dagboek zelf, het werk interessant. Alhoewel het niet de bedoeling was een biografie te schrijven, slaagt Van Velthoven erin het dagboek dat zich toch vrij dikwijls beperkt tot korte feitelijke mededelingen ("16 oktober 1942. Den middag doorgebracht met minister Pierlot en veel nuttige vraagstukken besproken") een grote meerwaarde te geven. Dat is vooral te danken aan het gebruik van heel wat andere bronnen zoals de briefwisseling tussen Frans Van Cauwelaert en Julius Hoste en het kabinetsarchief van premier Hubert Pierlot.

Zo kon de auteur de getuigenis van Julius Hoste, een van de eerste Belgische prominenten die in Engeland aankwam en die vanaf 1942 staatssecretaris voor onderwijs werd, perfect in de context plaatsen van de politieke en persoonlijke conflicten in de emigratie. Na een schets van de vooroorlogse liberale en Vlaamse netwerking van Hoste komen aan bod: zijn houding

t.a.v. de grote politieke vraagstukken in Londen (koning, regering, parlementairen), zijn betrokkenheid bij de Commissie voor Naoorlogsproblemen en de Belgische propaganda, zijn eigenlijke werk als staatssecretaris en zijn internationale rol (Nederland, Zuid-Afrika, oprichting van de Unesco). Harry Van Velthoven weeft een resem interessante problematieken doorheen zijn tekst : Hostes vlaamsgezindheid gepaard aan een diepgeworteld belgiscisme, de analogie met zijn uitwijking naar Nederland tijdens de Eerste Wereldoorlog, de minderheidspositie van de twee emanciperende bewegingen uit het interbellum (de socialistische en de Vlaamse) in Londen, Hostess visie van een gedeelde verantwoordelijkheid van koning en ministers m.b.t. de breuk van 1940, de “karakterlooze dubbelzinnigheid” van de regering Pierlot, de voorbeeldfunctie van de Commissie voor Naoorlogsproblemen voor de andere regeringen in ballingschap, de mate waarin een aantal organen van de gecensureerde pers in België (en m.n. *Het Laatste Nieuws*) bij momenten toch een meer belgicistische koers volgden, de overspecialisatie van de Belgische universiteiten en hun distanciëring van politiek en burgerschap, de Britse culturele beïnvloeding om na de oorlog sterke banden met de elites van de emigratie te kunnen smeden.

Enkele kritische noten toch. Dat de onafhankelijkheidspolitiek een machtsstrijd tussen “Buitenlandse zaken” en het “Paleis” veroorzaakte (p. 25) vormt m.i. een overtrokken voorstelling. Precies diplomaten als van Zuylen en Davignon zaten op dezelfde golflengte als het Paleis. Harry Van Velthoven lijkt mij ook te vlug mee te gaan met de hypothese van een aantal historici

dat in Vlaanderen “de culturele hegemonie over de herinnering” aan de bezetting (p. 92) de collaboratie vergoelijkt(e). Een grondige studie van de socialistische, klein-linkse en liberale wereld in Vlaanderen zou wellicht die apologetische beeldvorming van de collaboratie preciezer kunnen situeren, nl. in rechts-katholiek-Vlaams-nationalistische hoek. Hoe dan ook vormt het boek van Van Velthoven in zijn genre zeker een na te volgen voorbeeld.

Dirk Martin

III. Economische geschiedenis / Histoire économique

HERMAN VAN DER WEE & MONIQUE VERBREYT
**«De Nationale Bank van België 1939-1971.
Boekdeel 1 : Oorlog en monetaire politiek :
de Nationale Bank van België, de emissiebank te
Brussel en de Belgische regering, 1939-1945»**
Brussel, Nationale Bank van België, 2005, 760 p.

De geschiedenis van de monetaire politiek en de daarbij horende instituties laat zich op twee manieren schrijven. Er kan voor worden gekozen de monetaire ontwikkeling voorop te plaatsen door koersverloop, binnenlandse geldhoeveelheid, chartale en girale circulatie en renteontwikkeling gedurende de periode die het onderzoek beslaat in een tabel te zetten en de trend, de omslagpunten daarin, of juist het ontbreken van een lijn te verklaren door de marktontwikkeling in binnen- en buitenland en het ingrijpen daarop door de monetaire autoriteiten te bezien. Het grote voordeel van zo’n aanpak is dat dit een werkje van hanteerbare omvang oplevert, waarin alle voor de monetaire ontwikkeling relevante historische gebeurtenissen hun plaats vinden en op indrin-

gende wijze worden geanalyseerd. Nadeel is uiteraard niet alleen dat van de lezer een behoorlijk inzicht in de monetaire politiek wordt vereist, maar ook dat alleen de uitkomsten werkelijk worden belicht. Het zich aarzelend een weg banen, twijfel over eigen beslissingen, de dramatiek van mensen die met al hun beperkingen en kwaliteiten voor onmogelijke keuzes komen te staan tussen praktische noodzaak en morele plicht, ze zouden in zo'n werk niet thuishoren. Juist in een werk over de monetaire ontwikkeling in de oorlogsjaren zullen velen evenwel de behoefte gevoelen daarover te lezen.

Het is dan ook terecht dat Herman Van der Wee en Monique Verbreyt ervoor hebben gekozen een andere weg te gaan en de instituties en hun ontwikkeling voorop te plaatsen. Alle dramatische politieke en bestuurlijke ontwikkelingen waar de Belgische geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog zo rijk aan is, komen dan aan de orde voor zover er functionarissen van de Nationale Bank, of ander toplieden uit de Belgische financieel-economische wereld bij betrokken waren. Uitgebreid is beschreven, hoe de regering en de belangrijkste voorlieden van de Nationale Bank op de vlucht voor het Duitse oorlogsgeweld, Brussel moeten verlaten en naar Oostende trokken; hoe zij uiteindelijk in Vichy terecht kwamen; hoe zij in Frankrijk hoorden dat de koning had gecapituleerd en in bezet gebied achtergebleven bankiers een nieuw instituut opzetten dat belangrijke taken van de Nationale Bank zou overnemen; hoe Gouverneur Janssen besloot naar Brussel terug te keren en daar de leiding van de bank weer op zich te nemen; hoe hij daardoor als eerste voor onmogelijke beslissingen kwam te

staan, maar tevens hoe iedereen – zowel achtergebleven autoriteiten in Brussel als de zich aarzelend formerende Belgische regering in ballingschap – zijn besluiten accepteerde, vooral omdat men overtuigd was van Janssens uitzonderlijk portuur – intellectueel zowel als moreel. Maar ook hoe in Londen vooral na de dood van Janssen het begrip voor de besluiten genomen in bezet gebied tanende was, waardoor er niet alleen een nieuwe Gouverneur van de Bank in Brussel werd benoemd, maar ook in Londen. Hoe daar de irritatie over de besluiten genomen in bezet gebied en de compromissen met de bezetter toenamen, terwijl in bezet België de hoge toon van Londense Belgen, cumulerend in het ontslag van enige topfunctionarissen bij de Nationale Bank onmiddellijk na de bevrijding, werd beschouwd als een uiting van gemakkelijke *Prinzipienreiterei* door lieden die zelf ver van de alledaagse werkelijkheid in het bezette land, hun moed hadden zitten opkroppen.

Ik schreef het al, het is mijns inziens terecht dat de auteurs ervoor kozen de ontwikkeling van de instituties voorop te plaatsen en de monetaire ontwikkeling als een afgeleide daarvan te bezien. Het heeft bovendien een mooi boek opgeleverd, met overtuigende beschrijvingen en gesteld in een duidelijk als zuidelijk herkenbaar, maar ook voor de noordeling vlot leesbaar, soms beeldend Nederlands. Dat de auteurs er niet helemaal in zijn geslaagd de mate van objectiviteit te bereiken die zij zich ten doel hebben gesteld en er soms enige morele verontwaardiging doorklinkt, is de auteurs, die hun jeugd al enige tijd achter zich hebben gelaten – ze dragen het werk op aan hun kleinkinderen – graag ver-

geven. Het betoog in de epiloog, dat het voor diegenen die de oorlog in hun tienerjaren aan den lijve hebben gevoeld, haast ondoenlijk is die mate van objectiviteit te bereiken die wetenschappelijk gezien wellicht gewenst geweest zou zijn, komt oprecht over. Op het eerste gezicht is dan ook het enige bezwaar tegen het boek, dat er maar weinig onderwerpen zijn die een mens zodanig boeien dat hij er eens rustig voor gaat zitten om er een turf van ruim zevenhonderd pagina's over te lezen. Het had wel wat minder gekund. Zo had door de vloed van met naam en toenaam genoemde functionarissen mijns inziens wel een bezem mogen worden gehaald.

Niettemin is er nog een fundamentele kwestie die is blijven liggen. Herman Van der Wee en Monique Verbreyt hebben de geschiedenis van de Belgische monetaire instanties in oorlogstijd nu wel tot in den treure behandeld, maar wat deed die er eigenlijk toe? Resulteerde de oorlog ook niet in Frankrijk, Denemarken, Noorwegen of Nederland in een enorme groei van de geldcirculatie en de staatsschuld, een kolossale, niet te innen claim in *Reichsmark* op het ineens stortende Duitsland en een slechts door een monetaire sanering af te wentelen hyperinflatie? Mijns inziens was het probleem voor de monetaire autoriteiten overal in bezet West-Europa dat de bezetter eerst besloot wat hij uit het bezette land dacht mee te nemen, om daarna het financieringsprobleem op dat land af te wentelen. In Nederland wilde het departement van financiën en de Nederlandsche Bank tot 1941 (waarna de Nederlandse nazi Rost van Tonningen in zowel departement als Bank de teugels in handen kreeg) net als de Belgische autoriteiten de bezettingskosten die de Duitsers oplegden beperken, maar of dat verstandig was valt

nog te bezien. Kon de bezetter de benodigde middelen niet uit de schatkist halen, dan werd de clearing wel belast, of de geldcirculatie vergroot door *Reichskreditkassenscheine* uit te geven of het gedwongen omwisselen van onbruikbare *Reichsmark*. De hoeveelheid gelden die de bezetter naar zich toehaalde, bepaalde de monetaire ontwikkeling. Het bedrag dat werd opgenomen, werd evenwel niet beïnvloed door welke handeling door bankpresident, gouverneur of secretaris-generaal dan ook, maar was afhankelijk van wat Berlijn uit het bezette land wilde halen. Eerst bepaalden de Duitsers welke goederen en diensten ze mee wilden nemen en daarvan werd afgeleid hoeveel geld zij uit het bezette land moesten persen om dit te betalen.

Met de keus de instituties – Nationale Bank van België (NBvB) en Emissiebank, maar ook de politieke en bancaire wereld voor zover deze de monetaire politiek beïnvloedden – voorop te plaatsen en de beschrijving van de monetaire ontwikkeling daarvan af te leiden, wordt er bijna als vanzelf van uitgegaan dat de vele onderhandelingen tussen lokale monetaire autoriteiten en de bezetter er iets toe deden. Feitelijk was dat nauwelijks het geval. Wat resteert, is het verhaal van de burgemeester in oorlogstijd die schippert om erger te voorkomen, maar feitelijk niets bereikt. Mogelijk hadden Herman Van der Wee en Monique Verbreyt door beide benaderingen te combineren en dus de ontwikkeling vanuit de monetaire ontwikkeling en vanuit de instituties te bezien, het inzicht hierin, waaraan het niet ontbreekt, maar dat niet helder naar voren komt, meer naar voren kunnen halen, of eis ik nu de kwadratuur van de cirkel?

De Nationale Bank van België heeft een stuk van zijn geschiedenis laten schrijven door de meest vooraanstaande economisch historici die er te vinden zijn en die niet alleen in België, maar over de gehele wereld, een uitzonderlijke naam genieten. Deze hebben zich op superieure wijze van hun taak gekwet. Toen Joh. de Vries enige jaren terug zijn boek over de Nederlandsche Bank tijdens de oorlogsjaren het licht deed zien, werd dat fraai uitgegeven in een stemmige, marineblauwe linnen band, met gouden opdruk. In plaats van ook van dit werk iets moois te maken, heeft de Nationale Bank van België er een kaffe omheen gedaan, dat de zeventienhonderd zestig pagina's die het werk, inclusief bijlagen, omvat, slechts tot halverwege de lezing bijeen wist te houden. Toen viel het uiteen. Ook in Brussel toont men zich soms op Hollandse wijze krenterig.

Hein A.M. Klemann

RENÉ BRION & JEAN-LOUIS MOREAU

«*La Banque nationale de Belgique 1939-1971.*

Tome 2 : La politique monétaire belge dans une Europe en reconstruction (1944-1958)»

Brussel, Nationale Bank van België, 2005, 550 p.

Ter gelegenheid van de 175^e verjaardag van de onafhankelijkheid van België publiceerde de Nationale Bank van België een reeks van vier werken over haar eigen geschiedenis sinds het begin van de Tweede Wereldoorlog tot de val in 1971 van het stelsel van vaste wisselkoersen belichaamd in de overeenkomst van Bretton Woods uit 1944. Zoals bekend gaf deze, onder andere, het aanzien aan het IMF dat zo'n belangrijke rol speelde in herstel van de internationale monetaire

verhoudingen en monetaire stabiliteit na de Tweede Wereldoorlog. Het hier te bespreken boek is het tweede deel in deze reeks. Het behandelt in het bijzonder de geldpolitiek van België in de naoorlogse opbouwperiode waarvan het herstel van de valutaconvertibiliteit in 1958 het logische eindpunt vormt.

De beschouwde periode is een spannende tijd waarin landen zochten naar herstel van de enorme schade die de Duitse bezetting had toegebracht. Tal van landen en ook België kregen daarbij te maken met veranderde politieke krachtsverhoudingen en de daarmee samenhangende drang tot economische en institutionele vernieuwingen. Van dat alles brengt deze boeiende geschiedschrijving op fraaie en uitputtende wijze in detail verslag uit en plaatst dit proces in een internationaal en Europees perspectief. En dat levert verrassende inzichtjes op. Uit het overvloedige dat dit boek biedt wil ik in deze bespreking drie onderwerpen naar voren halen om dit werk te karakteriseren. Dat zijn ten eerste de hervormingsvoorstellen van de regering die uitmondten in de grondig gewijzigde positie van de Nationale Bank van België vanaf 1948. Ten tweede de houding van de Bank in het internationale monetaire krachtenspel. Tenslotte de grondslagen en betekenis van de monetaire politiek van de Bank sindsdien en haar rol bij de ontwikkeling naar de moderne welvaartsstaat.

Het eerste aspect is de zorgvuldige en minutieus gedocumenteerde beschrijving van de politieke discussie over de wettelijke positie van de centrale bank in het naoorlogse België als instelling van algemeen nut. In dat opzicht verschilt dit debat niet van dat in de omringende landen, al zal

de uiteindelijk in 1948 gekozen oplossing opvallend anders uitvallen. Vanaf 1944 kwamen vanuit de politiek en de Bankdirectie verschillende voorstellen om de positie van de Bank te regelen ter tafel. Deze varieerden met de zittende kabinetten tussen onverkorte handhaving van de privaatrechtelijke status tot volledige nationalisatie. Van dat laatste waren met name de sociaal-democraten en communisten, die aanvankelijk de regeringscoalitie vormden, principiële voorstanders, al waren de eersten niet blind voor de communistische dreiging die zich in die jaren in Europa ontwikkelde. Uiteindelijk slaagde de regering Spaak, een rooms-rode coalitie met de katholieke Gaston Eyskens op financiën, erin in 1948 een wettelijke regeling door het parlement aanvaard te krijgen. Deze regeling hield in dat het aandelenkapitaal van de Bank werd verdubbeld waarbij alle nieuwe aandelen aan de staat toevielen waardoor zij een meerderheidsbelang verwierf. De staat kon deze deelname financieren uit de reserves opgebouwd met o.a. de tijdens de oorlog niet uitgekeerde winsten, en de verrekening van tal van schuldvorderingenrelaties van de centrale bank jegens de verschillende monetaire instellingen naast haar. Hierdoor sloegen twee vliegen in één klap: sanering van de Bankbalans zonder *déconfiture* van de betrokken andere instellingen. Daarnaast werd met de regering een leningplafond overeengekomen waardoor de overheid geen onbepakt beroep kon doen op de kredietfaciliteiten van de Nationale Bank. Dat alles werd van groot belang geacht om het vertrouwen in de Bank en haar positie in het internationale financiële bestel te herstellen en versterken. Bovendien kon de Bank aldus een openmarktportefeuille

verwerven als instrument voor haar geldpolitiek. Voornamelijk doestelling van het nieuwe Bankstatuut was afstand tot de minister van Financiën te scheppen die een zekere beleidsautonomie van de centrale bank moest garanderen. De minister kreeg weliswaar een vetorecht bij een aantal beleidsbeslissingen van de Bankdirectie omwille van de coördinatie en eenheid van het monetaire en financiële beleid van regering en Bank. Maar dat mogelijke ingrijpen was met een aantal waarborgen omgeven. Dat dwong beide beleidsautoriteiten tot overleg in moeilijke situaties die een bredere dan de beperkte monetaire invalshoek vergden. Wat in deze geschiedschrijving opvalt is dat bij de wettelijke regelingen van 1948 geen melding wordt gemaakt van de mogelijke doelstelling van het monetaire beleid en dat ook weinig of niets wordt gezegd over de instrumenten die de wetgever aan de Bank ter beschikking stelde. In dat opzicht was de Bankwet in Nederland, waar de centrale bank werd genationaliseerd, scherper. Duidelijk is echter dat het privaatrechtelijk karakter van de Nationale Bank gehandhaafd bleef maar dat het winstoogmerk plaats moest maken voor optreden ten algemene nutte.

Het tweede aandachtspunt dat ik hier na voren wil halen is het wisselkoersbeleid van de Bank en haar zienswijze op de nieuwe internationale monetaire verhoudingen. Deze worden uitvoerig besproken in de negen hoofdstukken uit deel II (blz. 115-355) van dit boek. Dat beleid is in zekere zin paradoxaal omdat in de boezem van de Bankdirectie en met name bij gouverneur M. Frère en diens collega en opvolger in 1957, H. Ansiaux, opvattingen leefden die op gespannen voet stonden met door de

regering aangegane internationale monetaire arrangementen en mede richtsnoer moesten zijn voor het monetaire beleid van de Bank. Anders dan de meeste continentale Europese landen kwam België economisch niet volkomen ontredderd uit de bezettingsperiode. Het industriële productieapparaat, in hoge mate georiënteerd op export, was niet geheel weggevoerd of vernield en een deel van de zeehaveninfrastructuur was intact gebleven. De deviezenpositie was echter uitgeput waardoor de mogelijkheden om door invoer in de schaarste aan investering- en consumptiegoederen te voorzien gering waren. Bilaterale handels- en betalingsakkoorden – het eerste stamt uit 1943 met Nederland in Londen gesloten – vormden de opmaat voor het op gang brengen van het internationale handels- en betalingsverkeer. Tevens voorzagen sommige van deze akkoorden in een eerste verruiming van de beperkingen van de bilaterale handel die de welvaart van het land ernstige schade berokkenden. Dankzij de VS kreeg België wegens zijn strategische positie in de eindfase van de Tweede Wereldoorlog de beschikking over dollars. Dat voorkwam ernstige betalingsbalansproblemen. Binnen de Bankdirectie ontpopt gouverneur Frère zich als een principieel voorstander van een onbelemmerd internationaal handels en betalingsverkeer omdat in zijn zienswijze alleen de vrije marktwerking gunstig zou zijn voor de nationale welvaartontplooiing. Bovendien zouden beperkingen de Bank haar voornaamste monetaire wapen, de kredietpolitiek, ontnemen wat herstel van het economisch evenwicht in de weg zou staan. Het verrast niet te zien dat Frères streven vaak tegengesteld was aan het feitelijk gevoerde beleid dat grotendeels door de regering werd be-

paald die een geleide economie voorstond. Dit pikante detail illustreert dat gekozen werd voor de weg van overleg want openlijke conflicten tussen de monetaire autoriteiten bleven, althans volgens deze historiografie, uit. Daarbij rees bij mij de vraag of met grote regelmaat optredende regeringswisselingen in de eerste jaren na de oorlog niet een handje hielpen om uitbarsting van beleidsconflicten te voorkomen. Gezien de principiële voorkeur van de Bank is het begrijpelijk dat de Bank en vooral haar directeur voor internationale aangelegenheden Ansiaux de drijvende kracht wordt bij de totstandkoming van de Europese Betalingsunie in 1950. Die zou het pad naar herstel van de valutaconvertibiliteit in 1958 effenen. De rol van België daarbij is opmerkelijk evenals zijn betekenis voor het tot stand brengen van de Europese economische integratie. Ook de vestiging van de dubbele goud- en wisselmarkt in België, ondanks de principiële bezwaren van IMF en zijn *managing director*, de vroegere Belgische minister van financiën Camille Gutt, past in het streven van Frère en Ansiaux. Hierbij blijft met name de eerste moeite houden met het supranationale monetaire karakter van het IMF. Merkwaardig genoeg blijft Frère, geheel in het voetspoor van o.a. de Franse econoom en regeringsadviseur J. Rueff, een overtuigd voorstander van herstel van de klassieke gouden standaard met zijn natuurlijke wisselkoersvorming. Over de mogelijke spanning die dit zou kunnen inhouden voor het beleid horen we echter niet veel behalve dat Frère de Bank voor Internationale Betalingen te Bazel koesterde als overlegorgaan van de centrale bankiers, mede omdat de regeringsfunctionarissen daarbij ontbraken.

Het derde aandachtspunt dat ik hier naar voren wil halen komt aan de orde in deel III (blz. 359-523) en betreft het kredietbeleid van de Bank. Bij dat beleid stonden het streven naar zo weinig mogelijk belemmeringen in het internationale handelsverkeer en beheersing van de korte kredietverlening centraal. Beide stonden in dienst van monetaire stabiliteit die inflatoire prijsstijging beoogde te beteugelen en de groei van de geldhoeveelheid afstemde op de reële economische expansie. Marktvrijheid voor de monetaire transacties en een strikt kredietbeleid vormden dan ook de pijlers van het beleid van de Bank. Dat berustte echter vooral op pragmatische overwegingen zonder dat daaraan, zoals in Nederland, een uitdrukkelijk monetair denkkader ten grondslag lag. Overigens was het zo dat stilzwijgend de klassieke kwantiteitstheorie ongetwijfeld in de geest aanwezig was bij het formuleren van het monetaire beleid van de Bank. Een van de opvallende vroege monetaire beleidsmaatregelen was de verhoging van het disconto in 1947. Hiermee was België het eerste land in Europa dat na de oorlog dit monetaire beleidswapen in geweer bracht. Dat was ook uitzonderlijk omdat alle landen van West-Europa ter ondersteuning van het financiële overheidsbeleid een politiek van goedkoop geld voerden. De centrale bank van België, en die bijzonderheid krijgt in de geschiedschrijving met recht veel aandacht, strekte haar kredietbeleid echter ook uit tot de kredietverlening aan de overheid en dat stond eveneens op gespannen voet met de overal elders gepraktiseerde lage rentepolitiek. Een aantrekkelijk neveneffect was dat de Belgische frank een van de sterkste valuta van Europa werd wat natuurlijk weer gunstig was voor het streven naar

beteugeling van de binnenlandse prijzen en de beoogde versterking van de internationale concurrentiepositie van België. Overigens werd de monetaire politiek ook ingezet voor conjunctuurstabilisatie, een accent dat scherper werd met het voortschrijden van de tijd. Een machtig technisch hulpmiddel daarbij was het lijstje van bankcoëfficiënten, een onderwerp dat destijds ongetwijfeld smakelijk voer is geweest voor de monetaire technocraten en bankeconomen, maar terecht in deze geschiedschrijving niet in detail uit de doeken wordt gedaan. Dat geldt niet voor andere zaken zoals de monetaire betekenis van de Marshallhulp, het succesvolle economische structuurbeleid dat in de jaren vijftig reeds *avant la lettre* een soort Belgisch *Wirtschaftswunder* bewerkstelligde en een welvaartssprong opleverde. Ook zo'n verrassende uitkomst geeft aan deze economische geschiedschrijving een aparte charme, zeker in het licht van de huidige niet activistische beleidsopvattingen. Tot op zekere hoogte was België met zijn neoliberale beleidsmentaliteit zijn tijd een beetje vooruit en spon daar fijn garen bij.

Overziet men de beschrijving uit dit boek dan is het verrassend vast te stellen dat over een zo korte periode van nog geen vijftien jaar zo veel interessants te melden valt. De nadruk ligt voornamelijk op gebeurlijkheden en politieke inzichten en soms op tegenstellingen tussen regering en Bank. Dat is zonder twijfel belangwekkend voor een nadere analyse van het centrale bankgedrag in historisch perspectief. Analyse moet het echter in dit boek afleggen tegen beschrijving want de auteurs schenken opvallend weinig aandacht aan de theoretische grondslagen van het Bankbeleid en de mogelijke interne discussie over de toch

wel zeer achterhaalde monetaire inzichten van Bankgouverneur Frère. Of waren de verhoudingen destijds zo dat binnen de Bank vrije discussie daarover niet mogelijk was? Hier dringt zich een vergelijking op met het monetaire debat in het Nederland van die dagen. De Nederlandsche Bank ontwikkelde in huis een prachtig monetair beleidskader dat voorbeeldig was voor de academische wereld die daarvoor nauwelijks of geen intellectuele tegenstem liet horen en, zoals elders door mij geboekstaafd (*Tussen behoud en vernieuwing. De geschiedenis van de Nederlandsche Bank 1949-1973*, Sdu, Den Haag 2000), het beleidsgezag van de Nederlandsche Bank voor goed vestigde tegenover de Haagse politiek. In België deed zich iets dergelijks blijkbaar niet voor. Toch waren er blijkens de uitvoerige documentatie in het boek van René Brion en Jean-Louis Moreau, op directieniveau regelmatige contacten met de Nederlandse zusterinstelling en moet men op de hoogte zijn geweest van deze ontwikkeling. Maar wat met die informatie verder werd gedaan, blijft in deze geschiedschrijving in het ongewisse. Was het wellicht zo dat de Nationale Bank-directie eenkennig was en bewust koos voor een pragmatisch *ad hoc* monetair beleid omdat voor monetaire beleidsbeginselen in België geen politiek en academisch draagvlak aanwezig was? Kortom deze op zichzelf bezien interessante centrale bank-geschiedschrijving laat tal van belangwekkende vragen voorshands nog onbeantwoord. En dat is spijtig want die vragen betreffen niet onbelangrijke details die het zo lezenswaardige en nauwgezet geschetste beleidsbeeld van België hadden kunnen completeren met de *finishing touch*.

M.M.G. Fase

WALTER PLUYM & OLIVIER BOEHME

«De Nationale Bank van België 1939-1971. Boekdeel3 : Van de *golden sixties* tot de val van Bretton Woods»

Bruxelles, Banque nationale de Belgique, 2005, 617 p.

La décision de rédiger une série relatant l'histoire de la Banque nationale de Belgique entre 1939 et 1971 est des plus heureuses. Il suffit de comparer les avancées qu'a pu connaître l'histoire des principales institutions bancaires belges durant ces dernières décennies pour comprendre que cette nouvelle étude vient combler un manque criant. En effet, et de manière paradoxale, l'histoire de l'une des institutions phares dans la vie économique belge demeurerait jusqu'alors, et pour la période en question, l'une des moins analysée. À cet égard, l'ouvrage rédigé par Walter Pluym et Olivier Boehme s'avère extrêmement intéressant tant par sa riche documentation que par l'analyse développée par les auteurs.

Le découpage chronologique suivi pour l'ensemble des volumes s'articule de manière presque naturelle. Au volume dédié au fonctionnement de la Banque nationale de Belgique durant la guerre fait suite un volume traitant de l'immédiat après-guerre et s'achevant en 1958, pour coïncider avec la fin de la longue période d'inconvertibilité externe de nombreuses devises européennes. Ce découpage permet de plus de tenir compte d'un autre changement crucial : le remplacement de Maurice Frère, en 1957, par Hubert Ansiaux au poste de gouverneur de la Banque nationale de Belgique. Le troisième volume, auquel cette recension sera consacrée, analyse donc l'histoire de la Banque nationale de Belgique de 1958 à

1971, pour coïncider avec la fin du système de Bretton Woods.

En lieu et place d'un ouvrage suivant simplement la chronologie de manière linéaire, les auteurs ont privilégié une approche thématique. Cette structure offre l'avantage de pouvoir lire chaque chapitre de manière indépendante. Le premier analyse la position de la BNB et son action sur le plan international, principalement sur le marché des changes. Le second présente le rôle de la BNB dans l'intégration et la collaboration des diverses institutions d'émission en Europe. Le troisième détaille la politique monétaire de la BNB, le quatrième reprend ses actions de médiation et ses recommandations en termes de politique économique et sociale. Le cinquième explore les relations de la BNB avec les anciennes colonies belges. Le sixième et dernier retrace pour sa part l'évolution qu'a connue la BNB du point de vue institutionnel. À l'évidence, ces thématiques couvrent non seulement les fonctions propres à toute banque centrale (telles que par exemple la poursuite d'une politique visant la stabilité des prix, le contrôle de l'inflation, le rôle d'autorité régulatrice, le rôle de prêteur en dernier ressort, la gestion des changes etc.), mais aussi un champ plus vaste (évolution de l'institution, analyse du fonctionnement interne et des modes de décision, modes de nomination).

Le premier chapitre s'attaque à une thématique clef en économie : le rôle de la banque centrale sur le marché des changes.

Ainsi, tant le mode d'intervention des banques centrales que les instruments utilisés, les montants engagés, le timing des interventions, leur caractère secret ou non ou encore leur efficacité ont donné jour à une vaste littérature¹. Le caractère confidentiel des modes de décision ou encore des anticipations ou motivations des acteurs contraignent souvent les économistes à émettre des hypothèses sur ces dernières. À cet égard, l'ouvrage de Walter Pluym et Olivier Boehme offre un éclairage différent de celui des économistes. L'accès aux sources d'archives et le dépouillement des comptes rendus des différents comités de direction a en effet fourni aux auteurs un matériel riche en enseignements qui permet de mieux appréhender la position des divers acteurs durant une période difficile qui allait se solder par la disparition du système de Bretton Woods.

Le système de Bretton Woods, mis en place en juillet 1944, visait notamment à garantir la stabilité des changes pour éviter les politiques de "*beggar thy neighbor*", caractérisées par des dévaluations, que le monde avait connues durant l'Entre-deux-guerres. En pratique, afin de garantir le bon fonctionnement du système, chaque nation devait s'engager à maintenir sa devise à une parité fixe en termes d'or (et s'engager à intervenir pour corriger tout écart de plus d'1 % par rapport à cette dernière). Pour des raisons politiques et économiques évidentes dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, le *dollar US* fut adopté comme principale devise de réserve. Afin de donner un signal fort,

¹ Pour une revue relativement récente de cette littérature, voir par exemple CHRISTOPHER J. NEELY, "The practice of central bank intervention : Looking under the hood", in *Working Paper Federal Reserve Bank of St Louis*, Working Paper 2000-028, 2000.

le gouvernement américain décida de fixer la parité du dollar à 35 *dollars* par once d'or. En conséquence, les banques centrales d'autres pays pouvaient échanger leurs dollars contre de l'or à ce taux. La crise de la balance des paiements américaine couplée à l'engagement américain de convertir les dollars en or et à l'existence d'un marché de l'or actif devait avoir raison du système. Le premier chapitre retrace de manière exhaustive les différentes crises et attaques subies par ce système ainsi que les réponses proposées par les acteurs. La description du contexte dans lequel les attaques spéculatives voient le jour permet de mieux comprendre les impératifs en termes d'intervention. Les modes de collaboration entre banques centrales et les instruments financiers privilégiés sont eux aussi analysés. Malgré la relative complexité technique des instruments financiers utilisés dans le cadre des interventions, le chapitre reste accessible, les auteurs ayant pris le parti de redéfinir tant les concepts ou produits financiers traditionnels que ceux spécifiques à cette période. On peut regretter l'absence de graphiques mettant en perspective l'évolution du cours de l'or et des montants des interventions qui auraient permis d'avoir une vision synthétique pour l'ensemble de la période.

Le deuxième chapitre détaille les négociations et relations entre les diverses institutions monétaires internationales. Après un bref rappel de la situation prévalant au sortir de la guerre, les auteurs s'attachent à décrire les collaborations

financières en les mettant en perspective avec la construction européenne. La création, le rôle du Comité monétaire et les arbitrages internationaux dans son mode de fonctionnement sont ainsi analysés. Les relations avec les différentes banques centrales et les institutions financières internationales, notamment la BRI (Banque des règlements internationaux), sont par la suite critiquées. L'histoire de la construction économique européenne est déjà bien balisée et la période 1959-1973 considérée par certains économistes² comme l'une des périodes fastes en termes de coopérations. Bien que les relations entre institutions soient déjà bien documentées, l'ouvrage contribue à enrichir les connaissances à ce sujet. L'un des apports originaux de ce chapitre réside dans l'analyse de l'impact que les relations interpersonnelles existant entre les différents preneurs de décision ont pu avoir sur les négociations.

Le troisième chapitre retrace l'évolution de la politique monétaire suivie par la BNB. Les réformes intervenant en 1957, 1959 et 1962 sont ainsi présentées dans une perspective qui permet de saisir leur rôle crucial pour la poursuite de la politique d'*open market* voulue par les dirigeants de la Banque. En dehors des éléments législatifs déjà connus par ailleurs, le chapitre s'intéresse à un domaine moins exploré mais certainement tout aussi intéressant : le cadre de réflexion théorique et pratique des différents intervenants en termes d'analyse monétaire. De manière surprenante, le chapitre suggère que non seulement il n'existait pas de pensée domi-

2 CLAUDIO BORIO & GIANNI TONIOLO, "One hundred and thirty years of central bank cooperation : a BIS perspective", in *BIS Working Paper*, n° 197, 2006.

nante en la matière mais aussi que jusqu'à la fin des années 1960, et à quelques exceptions près, les publications de Belges à ce sujet étaient quasi inexistantes. Dans ces conditions, les auteurs semblent indiquer que de manière pragmatique, la BNB réutilisait souvent les instruments mis en place par la Banque nationale néerlandaise. L'analyse se poursuit par la description des instruments privilégiés et de leur mise en pratique au quotidien; un découpage par périodes et méthodes d'intervention permet de mieux cerner les prises de position et les actions de la BNB. D'après les auteurs, malgré les différentes périodes de crise auquel le franc fut soumis, les autorités monétaires parvinrent à garantir la stabilité de la devise, ce qui semble avoir constitué leur objectif premier.

Au fil des ans, l'expertise de la Banque devait l'entraîner vers de nouvelles activités situées parfois loin des limites de son champ d'action traditionnel. Les rôles 'parallèles' des banques centrales dans la vie économique ne ressortent pas toujours dans les textes consacrés à leur histoire. Cet ouvrage fait exception à la règle puisqu'un chapitre entier, le quatrième, est dédié à l'action de la BNB dans ce domaine. Il met particulièrement bien en avant l'influence que certains membres de la Banque ont pu avoir sur des dossiers au premier plan des préoccupations nationales. Ainsi, les auteurs décrivent et analysent en profondeur l'action des dirigeants de la Banque, avec notamment l'exemple détaillé des entreprises menées par Franz De Voghel, dans la résolution de problématiques aussi variées que la réduction du temps de travail, les négociations concernant les secteurs de l'électricité et du charbon ou

encore la fixation des prix dans le secteur de la distribution. Le chapitre détaille enfin les résultats obtenus par la banque suite aux différentes commissions financières "De Voghel".

La thématique développée dans le cinquième chapitre, les relations entre la BNB et les anciennes colonies, est l'une des plus passionnantes. La position des banques centrales lors des décolonisations suscite en effet de nombreuses interrogations. Ce chapitre retrace dans un premier temps l'histoire monétaire de la Belgique et du Congo et précise les divergences de vues concernant le caractère légal ou non du franc congolais. Les discussions quant au maintien de sa parité et à la suspension de celle-ci sont ainsi présentées et investiguées. Par ailleurs, le texte analyse les nombreuses approches directes ou indirectes visant à limiter l'autonomie réelle du franc congolais et de la colonie au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les aspects politiques sous-jacents sont ainsi mis en exergue. La création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (BCCBRU) en 1951 marquera un tournant dans cette problématique. Les attributions de cette dernière différeront quelque peu de celles de la BNB. À cet égard, la politique belge diverge de celles menées dans de nombreuses autres colonies. Il aurait été sans doute intéressant de consacrer un passage aux systèmes mis en place par ailleurs (tel que par exemple celui de "currency board" dans plusieurs anciennes colonies britanniques) afin de mieux cerner les aspects spécifiques aux colonies belges. Le chapitre se poursuit avec l'analyse des négociations et les aspects pratiques de la séparation (intégration du nouveau pays dans les instances

financières internationales; dissolution de la BCCBRU etc.) non sans aborder la position belge lors de la sécession katangaise et l'implication de la BNB auprès de la Banque nationale du Katanga. Le chapitre se conclut par une brève (peut-être trop brève) description des éléments de partenariat financier existant entre la Belgique et le Congo de 1962 à 1974 ainsi que des opérations monétaires faisant suite à l'indépendance du Rwanda et du Burundi.

Le chapitre clôturant l'ouvrage se concentre sur les évolutions de la Banque en tant qu'institution. Il s'agit sans doute du chapitre le moins homogène puisqu'il comprend à la fois les modifications institutionnelles, l'évolution du bilan de la banque (nombre de billets en circulation versus actifs), les innovations technologiques concernant les techniques d'impression, la structure des départements et les changements les affectant, l'application des lois linguistiques, ou encore la politique de mécénat de la BNB. Par ailleurs, le chapitre comporte en son sein une analyse particulièrement intéressante traitant des compétences des différents directeurs ainsi que de leur mode de nomination. Les auteurs y décomposent les influences et les jeux politiques ayant amené la nomination de différents directeurs. Après une période de résistance fructueuse, le gouverneur Ansiaux décidera en 1971 de démissionner au vu de l'ingérence des partis politiques dans la désignation de directeurs. Les enjeux et tractations sont repris de manière détaillée et montrent à quel point la notion d'indépendance de la

banque centrale peut être discutée. Au vu de l'analyse développée dans ce chapitre, le lecteur est en droit de se demander si le pic de prestige et d'indépendance des banques centrales suggéré par Borio et Toniolo pour la période 1959-1973 s'applique au cas belge³. Malgré les nombreuses mentions des influences politiques sur le processus de nomination, le chapitre reste passablement discret sur les implications pratiques de ces dernières (le degré d'indépendance des banques centrales, et en conséquence celui de leurs dirigeants, a fait l'objet de nombreuses études en économie : notamment la relation entre indépendance et degré d'inflation a largement été explorée par les économistes et aurait pu être mentionnée brièvement).

En conclusion, cet ouvrage se caractérise par une abondance de détails et offre des compléments intéressants aux éléments connus par ailleurs sur l'histoire de la BNB. Trois légers bémols peuvent être signalés. D'une part, le désir d'exhaustivité poursuivi par les auteurs rend malheureusement la lecture des plus complexes pour certaines sections et ne permet pas toujours de distinguer ce qui, aux yeux de ceux-ci, doit être perçu comme un élément phare au sein de leur réflexion. D'autre part, les comparaisons internationales et l'influence des développements connus par la théorie économique sur les actions des décideurs auraient pu être, par endroits, plus détaillées. Enfin, mais ce n'était sans doute pas l'objectif ici, l'ouvrage flirte avec des problématiques au cœur de la réflexion en économie mais ne prend que rarement en compte les développements connus à

3 CLAUDIO BORIO & GIANNI TONIOLO, *op.cit.*

ce sujet dans la littérature économique. À ce sujet, une vision plus positive est de considérer que l'ouvrage offre aux économistes une approche complémentaire à leurs travaux ainsi que des éléments d'information neufs et de nouvelles pistes de recherche.

Kim Oosterlinck

ERIC GEERKENS

«La rationalisation dans l'industrie belge de l'Entre-deux-guerres»

[Histoire quantitative et développement de la Belgique aux XIX^e et XX^e siècles, 2^e série (XX^e siècle), t. III, vol. 1b]

Brussel, Palais des Académies, 2004, 2 vol., 1323 p.

“L'art de l'ouvrier fait place à la science de l'ingénieur” deze zinsnede op p. 746 vat heel goed de essentie samen van deze publicatie, de handelseditie van een proefschrift. Eric Geerkens beschrijft en analyseert de grondige transformatie die het arbeidsproces in de periode tussen beide wereldoorlogen onderging en waarmee de wereld zoals de arbeider die beleefde in de negentiende eeuw, zeker in de grote bedrijven, definitief verdween.

Arbeid werd meer en meer gereglementeerd, opgedeeld en omkaderd. De autonomie van de arbeider werd steeds kleiner en elke vorm van initiatief werd hem (en nog meer haar) ontnomen. Arbeiders moesten uitvoeren, niet nadenken en geen initiatief nemen. Zelfs hun lichaam kwam meer en meer onder patronale controle (medisch-psychologische selectie, studie van de meest efficiënte bewegingen om de opgelegde taak zo snel en efficiënt mogelijk uit te voeren).

Bij deze rationalisatie van de arbeid speelde de Eerste Wereldoorlog een grote rol.

Om de wapenproductie zo snel mogelijk te laten verlopen, werd geëxperimenteerd met nieuwe methoden van organisatie van het werk in een gemilitariseerde context. België had hier weinig deel aan omdat anders dan Frankrijk, Groot-Brittannië en Duitsland, België geen grootschalige wapenproductie had. De nieuwe opvattingen sijnelden door – Alexandre Galopin was één van de voornaamste dragers – en vonden na de wapenstilstand meer en meer hun weg in de Belgische industrie. Eén van de redenen was de sociale vooruitgang die de Eerste Wereldoorlog inluide: collectief overleg met de indexkoppeling en de 8-urendag / 48-urenweek. De kosten ervan werden gecompenseerd door de arbeid anders, rationeler te organiseren.

Er waren nog andere motieven. Een meer doorgedreven rationalisering van de arbeid werkte ook in op de machtsverhouding tussen werkgever en werknemer. Het loon was nog niet het vast afgelijnde en strikt gereguleerde concept dat we vandaag kennen. Er werd nog vaak gesproken over ‘tarief’, een afgesproken prijs waarover onderhandeld werd en die was aangepast aan de zwaarte van het werk, waar de arbeiders hun eigen opvatting over hadden, die dan tegenover die van de patroon werd geplaatst. Gevolg was onderhandelen, waardoor telkens de krachtsverhoudingen konden spelen. Rationalisering van de arbeid betekende dat lonen ‘objectief’ werden berekend en vastgelegd, zodat er geen ruimte meer was voor discussie en het laten spelen van machtsverhoudingen. Het impliceerde ook de versterking van de patronale autoriteit omdat alleen de werkgever zeggenschap had over het loon (althans over dat aspect van de loonvorming).

Rationalisering van de arbeid kon tenslotte ook een middel zijn om krapte op de arbeidsmarkt tegen te gaan. De arbeid efficiënter organiseren betekende dat er minder arbeiders nodig waren. Het liet ook toe ongeschoolden in te zetten (bv. vrouwen in de wapenindustrie), het aanbod te verhogen en de opwaartse druk op de lonen te verminderen.

Deze rationalisering kende verschillende varianten, die niet alleen betrekking hadden op de arbeid maar bv. ook op de boekhouding, kostprijsberekening en concentratie van ondernemingen. De rationalisering drong in ongelijke mate door in de verschillende sectoren : metaal en mijnen waren de koplopers, textiel, kleding, voeding en schoennijverheid stonden op de tweede rij. De rationalisering werd ook in de jaren dertig voortgezet en uitgediept en moest een antwoord bieden op de crisis.

De rationalisering van de arbeid had verregaande consequenties, niet alleen voor de arbeiders, maar ook voor de in terne verhoudingen binnen de onderneming. Er ontstonden nieuwe diensten en functies om die rationalisering uit te voeren : organisatiebureaus en tijdopnemers waren actief binnen de bedrijven die daarenboven een beroep deden op externe *consultancy*. Arbeidsorganisatie groeide uit tot een aparte economische sector, die internationaal georganiseerd was. Er bestonden internationale organisaties en regelmatig werden congressen rond arbeidsorganisatie gehouden, onder meer in België.

Rationalisering van de arbeid leidde, precies omdat ze zulke verstrekkende

gevolgen had voor de arbeiders, tot spanningen binnen de bedrijven. Die werden onder meer opgelost met het opzetten van sociale diensten en het aanwerven van sociaal assistenten en verpleegsters-bezoekers. Ze konden arbeiders een luisterend oor bieden en hen helpen met het oplossen van praktische administratieve en sociale problemen en doorverwijzen naar officiële instanties. Daarnaast ontwikkelden de werkgevers ook een eigen sociale politiek met mutualiteiten, kinderbijslagfondsen, economaten, werkloosheidskassen en later, na de staking van 1936, meer en meer ook huisvakbonden. Die politiek had tevens een ideologische component. Het mooiste voorbeeld hiervan is het patronale weekblad voor de arbeiders *Vie au Foyer*, dat van 1938 tot 1940 door patronale organisaties uit Charleroi werd uitgegeven.

Deze initiatieven, waarvan de werkgeversorganisaties de voortrekkers waren, dienden verschillende doelen, maar ze waren overwegend politiek. Ze moesten de arbeiders omkaderen en een repliek bieden op de sociale voorzieningen van de arbeidersbeweging en de sociale wetgeving (beide waren innig verbonden omdat de arbeidersorganisaties optraden als uitvoeringsorganen van de sociale verzekeringen). Vooral het typisch Belgische principe van de het syndicalisme '*à base multiple*' (een vakbond die heel uiteenlopende diensten aanbiedt) werd geïnviseerd. Dat verklaart het belang dat de patroons aan hun mutualistische initiatieven hechtten : vele socialistische vakorganisaties hadden een mutualiteit en de patroons wilden hen precies daar concurrentie aandoen.

Een tweede politiek motief was reageren tegen de groeiende staatsinterventie in het sociaal-economisch leven, niet zozeer om het tegen te houden, maar wel om op het vlak van de toepassing te zorgen voor betwisting of om er een specifieke invulling aan te geven die de patronale belangen vrijwaarde. Dat gold voor de werkloosheidsverzekering, de koppeling van de lonen aan de index van de consumptieprijzen en de beroepsziekten. In het eerste geval werd, toen de verplichting er scheen aan te komen, een patronale werkloosheidsverzekeringkas uit de grond gestampt, in het tweede geval richtten de ondernemers eigen economaten op om druk te zetten op de prijsindex en in het derde geval slaagden de mijnpatroons erin de vergoeding voor de stoflonglijders te laten opnemen in het stelsel van het pensioen en niet in dat van de beroepsziekten; een voor de ondernemers voordeliger oplossing.

De rationalisering van de arbeid had overigens op zichzelf een politieke betekenis omdat het een middel was om de autonomie die de patroons hadden verloren op het vlak van de loonvorming na de invoering van het collectief overleg gedeeltelijk terug te winnen en de kosten van de nieuwe sociale voordelen te compenseren. Dat gebeurde met de 8-urendag, maar tijdens de crisis van de jaren 1930 bood rationalisering van de arbeid een antwoord op de beperkingen die het overleg stelde aan de loondaling. Een doorgedreven rationalisering van de arbeid en de ermee gepaard gaande verandering van het systeem van de berekening van de lonen liet toe de reële loonkost op een andere manier naar beneden te halen. Het intensifiëren van de rationalisering van

de arbeid tijdens de crisisjaren verklaart ook mee de staking van 1936 : de eis voor jaarlijkse vakantie vloeide precies voort uit de nood aan compensatie voor de toegenomen arbeidsintensiteit.

Dit zijn de headlines van dit boek, althans wat de rationalisering van de arbeid betreft. Het werk is door zijn grote variatie van thema's en invalshoeken een waar pak van Sjaalman, waar de lezer zaken in aantreft die hij / zij op het eerste gezicht niet denkt te vinden. Dat is een gevolg van de grondige aanpak van de auteur en van de zeer verregaande implicaties van de rationaliseringsbeweging op maatschappelijk, politiek en economisch vlak, implicaties die de auteur ziet en telkens duidt.

Dit betekent niet dat dit boek een opeenstapeling van feiten en wetenswaardigheden zou zijn. Het tegendeel is waar. Het werk staat methodologisch, theoretisch en conceptueel op een zeer hoog niveau. De benadering is heel goed doordacht, de oordelen zijn uitermate genuanceerd en de kritische aanpak overheerst. Dit werk overstijgt ruimschoots het positivisme : de auteur heeft heel veel oog voor machtsverhoudingen en de betekenis die ze aan bepaalde fenomenen geven. Eric Geerkens kent de relevante debatten en heeft geen bladzijden nodig om ze uit te leggen : in enkele zinnen maakt hij duidelijk waar het om gaat en geeft hij zijn positie aan.

Het boek is vernieuwend door zijn grondige en doordachte aanpak en het verwerken van de relevante internationale debatten maar niet door het inspelen op modieuze trends. De diepgang vloeit in de eerste plaats voort uit een grondige kennis van de nationale maar vooral van de inter-

nationale literatuur. Rationalisering van de arbeid was een internationaal fenomeen, niet alleen binnen de kapitalistische wereld, maar ook Lenin keek met bewondering naar het Taylorisme en bij de geforceerde industrialisatie ten tijde van de vijfjarenplannen speelde het opvoeren van de arbeidsinspanning een rol (Stachanovisme). Eric Geerkens heeft al die internationale literatuur verwerkt en geeft België daarin een plaats. Dat is ook het geval voor de literatuur over België in het Nederlands zowel als het Frans.

Bronnen over dit onderwerp lagen niet voor het rapen. Om vat te krijgen op het fenomeen 'rationalisatie', vooral van de arbeid moest de auteur uit heel verschillende soorten bronnen putten: archieven, tijdschriften en iconografisch materiaal. Voor een aantal bedrijven waren foto's zelfs de enige beschikbare bron. Een centrale bron voor dit onderzoek bleken de eindverhandelingen van sociaal assistenten en ingenieurs die verslag uitbrachten over de arbeidsorganisatie in één bepaald bedrijf. Dit heeft de auteur toegelaten een vrij volledig beeld te schetsen van de evolutie in verschillende ondernemingen, zowel grote als kleine. ACEC en Minerva komen aan bod, maar ook de kleinschalige conservenfabriek NUCA in het kleine dorp Westmeerbeek. Het gebruik van deze bron leidt er eveneens toe dat de focus niet alleen op Wallonië is gericht, waar toen de meeste grote bedrijven waren gevestigd.

Het vernieuwende karakter van dit boek is in wat voorafging al uit de verf gekomen. Alles opnoemen zou ons te ver leiden, maar toch verdienen een aantal punten wat nader te worden uitgewerkt omdat ze een bijzondere historiografische en theore-

tische relevantie hebben. Deze studie heeft een overwegend microkarakter: rationalisering van de arbeid is een zaak die op het niveau van het individueel bedrijf en dan nog meer bepaald binnen de productieafdeling zijn beslag krijgt. Niettemin zegt deze analyse iets, of kan ze iets zeggen als de auteur daarvoor kiest, over macroprocessen. Eric Geerkens maakt die keuze en dat is één van de meest verrassende gezichten van deze studie. Het meest markante voorbeeld is de staking van 1936, die paradoxaal genoeg, tot op heden nog niet globaal werd onderzocht. Het onderzoek dat wel bestaat situeert zich eerder op macroniveau.

Eric Geerkens legt in deze studie de band met het bedrijf en geeft aan dat de staking wortelt in processen van intensifiëring van de arbeid die werden ingezet in het kader van de crisisbestrijding en als antwoord op het collectief overleg. Dit verklaart niet alleen waarom de eis van jaarlijkse vakantie op de tafel komt, maar ook die van een minimumloon. De diverse vernieuwingen in de arbeidsorganisatie en de koppeling met het loon hadden in bepaalde sectoren immers tot loonverlies geleid. Dit kon niet worden opgelost in het kader van het sectoraal overleg, maar kon alleen worden gereduceerd door het overleg op een hoger (interprofessioneel) niveau te brengen, waardoor het meer gepolitiseerd raakte en resulteerde in een meer uitgesproken rol voor de staat in het overleg. De regering zat mee aan de onderhandelingstafel, de socialistische minister van Arbeid Achille Delattre zat paritaire comités voor en zette daar de patronale vertegenwoordigers onder druk. Daar bleef het evenwel niet bij: de tendens om die staatsinterventie te

continueren was heel duidelijk aanwezig. Er werden voor de oorlog nog nationale arbeidsconferenties bijeengeroepen, de regering organiseerde een studiereis naar Zweden om er het overleg te bestuderen en trachtte de bedrijfsorganisatie, die de regulering van het sociaal-economisch leven structureel op een hoger niveau bracht, door te voeren. Geerkens' boek geeft aan dit verhaal een nieuwe dimensie, niet alleen door te wijzen op de band tussen het ondernemings- en het politieke niveau, maar ook door de spanningsvolle dynamiek van het overleg na 1936 in de verf te zetten.

Dit alles leidde tot een uitbreiding van het overlegstelsel, maar zette het stelsel tegelijk ook onder druk omdat ze een patronale tegenreactie uitlokte (intensifiëring van de patronale sociale werken die als replek bedoeld waren voor de arbeidersbeweging). Dat is hetgeen gebeurde op macroniveau. Op het economische niveau, of meer specifiek het niveau van de bedrijven en de rentabiliteit van de ondernemingen betekende de staking van 1936 een consolidatie van een praktijk waarbij de werkgevers erin slaagden meester te blijven van de arbeidsorganisatie en die blijvend in te zetten om de gevolgen van het overleg op te vangen. Naar het einde van de jaren 1930 toe is rationalisering van de arbeid immers een vrij algemeen aanvaarde praktijk geworden voor de hoofdstroom van de Belgische vakbeweging. Eric Geerkens toont tegelijk heel goed aan dat de desondanks de arbeidsverhoudingen sterk gepolariseerd bleven tot het einde van de jaren 1930.

Deze koppeling van het micro- en macroniveau en de ambitie om een zo volledig mogelijke benadering te geven van de historische realiteit sluit aan bij de onderzoeklijn van de Luikse hoogleraar economische geschiedenis Pierre Lebrun⁴. Eric Geerkens' studie heeft dan ook een plaats gekregen in de reeks van de Franstalige Koninklijke Academie *Histoire quantitative et développement de la Belgique aux XIX^e et XX^e siècles* waarvan Pierre Lebrun in 1979 de eerste steen legde met een volume over de (eerste) industriële revolutie.

Een andere nieuwigheid die sterk frappeert is de rol van het katholicisme. De betekenis van katholieke organisaties voor de ontwikkeling van het Belgisch sociaal systeem was al bekend, maar hier wordt een dimensie toegevoegd. De sociale patronale politiek in de onderneming die erop gericht was de disruptieve effecten van de doorgedreven arbeidsrationalisering op te vangen en te milderen, was in vele gevallen gebaseerd op katholieke concepten van klassensamenwerking en sociaal assistenten waren vaak afkomstig van katholieke hogescholen. Religie speelde een ideologische rol in een economisch transformatieproces en had ook een politieke betekenis. Het instrument 'religie' gaf de patroons een mate van flexibiliteit. Eric Geerkens ziet het dubbel lidmaatschap van een 'neutrale' patronale organisatie en een katholieke patroonsorganisatie als een uiting van een tweesparenbeleid. De neutrale organisatie is een instrument tegen de arbeidersbeweging, de christelijke werkgeversorganisatie laat toe een sociale

4 Een schets bv. PIERRE LEBRUN, "L'idéologie et son décryptage: d'une nouvelle histoire de la pensée économique à l'analyse du discours actuel", in *Contradictions*, 1996, nr. 78-79, p. 3-84.

politiek in het bedrijf in de praktijk te brengen.

Het boek opent een ander perspectief op bepaalde sleutelfiguren uit de Belgische geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog, met name Hendrik De Man en meer nog Alexandre Galopin. De Man ging na de Eerste Wereldoorlog op studiereis naar de USA om er het Taylorisme te bestuderen en keek er bewonderend naar op. Dat was niet geheel onbekend, maar Eric Geerkens legt nieuwe verbanden en past dit punt in de ideologische en politieke opvattingen van De Man in, met name bepaalde elementen uit het Planisme.

Vooraf Alexandre Galopin verschijnt in een heel nieuwe gedaante. Hij was de architect van de rationalisering van de arbeid binnen de groep van de Generale en hield sterk de hand aan de toepassing ervan. De wortels van die belangstelling gaan terug tot de Eerste Wereldoorlog, wanneer Galopin als jong ingenieur belast wordt met de organisatie van een wapenfabriek voor het Belgisch leger in Frankrijk en er kennis maakt met nieuwe productietechnieken. Hij ging op die weg verder en bleef binnen de groep van de *Société générale*, waar hij gestaag opklom, van de rationalisering van de arbeid een prioriteit maken. Parallel daarmee had hij ook belangstelling voor de rekrutering van de werkkrachten, hun medisch-psychologische omkadering en scholing. Het bedrijfsbelang primeerde. Zo verzette hij zich bv. tegen een plan van de mijndirectie van Waterschei om de jonge mijnwerkers een technische opleiding aan te bieden. Het niveau was te hoog zodat de opleiding niet strookte met de bedrijfsbelangen. Bovendien gaf ze aan de arbeiders: "... des

prétentions inacceptables et leur inspirerait des vues incompatibles avec les buts que nous poursuivons" (p. 978).

Alexandre Galopin gebruikte in zijn strategie om de rationalisatie van de arbeid impulsen te geven ook zijn positie in de beheersorganen van de NMBS. Binnen die maatschappij werd geëxperimenteerd met nieuwe methoden van arbeidsorganisatie, met de expliciete bedoeling om de privé-firma's die als leverancier werkten voor de NMBS ertoe te dwingen die nieuwe methodes over te nemen en ze op die manier sneller te kunnen verspreiden. Ook in de overheidsadministratie werden nieuwe methodes en technieken van arbeidsorganisatie gebruikt. Het was één van de vernieuwingen die vervat lagen in het 'statuut Camu' uit 1937.

De moeilijkheden en spanningen die voortvloeiden uit de rationalisering van de arbeid hielden verband met de wijziging van de arbeidsomstandigheden die eruit voortvloeiden en het verlies aan autonomie van de arbeiders, maar ze hadden ook te maken met de specificiteit van het Belgisch kapitalisme. De Belgische economie was bij uitstek exportgericht en had een kleine binnenmarkt. De Belgische ondernemingen concurreerden op basis van lage prijzen en lage lonen. Voor de economische elite kon er geen sprake van zijn de lonen te verhogen en de arbeider ook te zien als een consument. De combinatie van rationalisering van de arbeid en het betalen van relatief hoge lonen was nu precies de essentie van het Amerikaans 'fordisme'. De ongemakken van de doorgedreven rationalisering van de arbeid konden met andere woorden in België niet worden 'afgekocht'.

Dit boek stelt door zijn ambitieuze opzet en specifieke methode een aantal problemen aan de orde en geeft nieuwe onderzoeksthema's aan. In zijn conclusies gaat Eric Geerkens in op de verhouding tussen de staat en de economie. Hij geeft aan dat de staat niet helemaal afwezig was, maar niet bij machte was een algemeen industrieel belang te formuleren en op te leggen. De interventie is punctueel en reactief : de staat reageert op de vragen van het bedrijfsleven.

De auteur raakt een cruciaal punt van de Belgische politiek in de twintigste eeuw en de Tweede Wereldoorlog. In de Tweede Wereldoorlog wordt er wel een algemeen industrieel, zelfs economisch belang geformuleerd door het Galopin-comité. In de Galopin-doctrine wordt het economisch belang zelfs geheel gerepresenteerd door het industrieel belang. Waarom dit wel kon tijdens de Tweede Wereldoorlog en niet ervoor heeft wellicht te maken met de politieke context. In het gedemocratiseerde politieke bestel van de periode na de Eerste Wereldoorlog gebeurt de formulering van het algemeen belang op een tegensprekelijke wijze met de vertegenwoordigers van de arbeidersbeweging. Deze laatste heeft politieke macht en regeringen zijn coalitieregeringen en niet meer, zoals sinds 1884, één-partijregeringen. De nazi-bezetting doet die context helemaal wijzigen door het partijregime uit te schakelen en de autonome arbeidersbeweging het werken onmogelijk te maken. In die context

wordt het gemakkelijker een algemeen economisch belang te verwoorden, vanuit het belang van één groep die het machts-overwicht heeft.

Dat de staat geen algemeen industrieel belang kan formuleren is correct maar behoeft nuancering, in die zin dat er wel groepen zijn die daar inspanningen voor doen. Dat geldt met name voor de sociaal-democratie die initiatieven die het Belgisch kapitalisme ten goede komen door de band steunt en soms zelfs een voortrekkersrol speelt. Dat geldt, zoals hier blijkt, voor de rationalisering van de arbeid, maar ook de bevordering van de kartels en initiatieven om de buitenlandse handel aan te moedigen ⁵. De Belgische sociaal-democratie schrijft zich hiermee overigens in een algemene West-Europese trend in ⁶.

De moeilijkheden waarmee dit gepaard gaan, zijn echter groot, door het overwegend archaische karakter van het Belgisch kapitalisme. Eén van de paradoxen van dit boek is dat het aantoonde dat de rationalisering, die een element van modernisering is, er toe bijgedragen heeft om dat archaisch kapitalisme te continueren, door het leven van bepaalde sectoren te rekken en door die rationalisering in te bedden in een offensieve strategie tegenover de arbeidersbeweging in plaats van ze deel te laten maken van een op integratie gerichte aanpak en als compliment aan te wenden voor het overleg. Het tegendeel is het geval : rationalisering van de arbeid

5 KRISTOF VAN DE VELDE, "De Staat en de organisatorische uitbouw van de Belgische buitenlandse handel, 1916-1926", in *Belgisch Tijdschrift voor Filologie en Geschiedenis*, 2003, t. 81, Afl. 4, p. 1167-1229.

6 D. SASSOON, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the Twentieth Century*, Londen/New York, I.B. Tauris Publishers, 1996, xxv + 965 p.

fungeerde als middel om de effecten van het overleg te neutraliseren. De sociale werken, die een compliment waren van de rationalisering, werden ingezet tegen de georganiseerde arbeidersbeweging. Dit proces werd nog geïntensifieerd na de staking van 1936. De conclusie van Eric Geerkens op de laatste bladzijde dat “*au lendemain de la Seconde Guerre le patronat reconnaîtra l’interlocuteur syndical*” is dan ook volkomen gerechtvaardigd.

Voor de positie van de christelijke vakbeweging geeft deze studie eveneens aanleiding tot een precisering van betekenis en chronologie. Globaal gesproken verschijnt het ACV hier als een tweede kracht, die veel minder op het thema woog dan de socialistische vakbond, met die nuance dat ze na 1936 meer op de voorgrond treedt. Dat blijkt o.m. op de kritiek van de jezuïet Jos Arendt, hoofd van de studiedienst op de introductie van het systeem Bedaux, vanuit een ‘personalistisch’, anti-liberaal en anti-utilitaristisch perspectief. In de periode ervoor moet de betekenis van het ACV mee gelezen worden in het kader van het katholieke complex waarvan de beweging deel uitmaakt en die onder meer via het onderwijs bijdraagt tot het promoten van de klassensamenwerking in de onderneming. Het ACV laat verder toe de band te leggen met het patronaat via de katholieke werkgeversorganisatie. Op die manier werd in zekere mate aansluiting gevonden bij de patronale sociale politiek.

Het boek van Eric Geerkens reikt tenslotte nieuwe onderzoeksthema’s aan. Een eerste is de arbeidsveiligheid. Het comité veilig-

heid is het eerste overlegorgaan dat na de tweede wereldoorlog tot stand kwam en dat in vele bedrijven aanwezig is. Op enkele sporadische publicaties na is er nauwelijks onderzoek over gedaan⁷. Een tweede thema is de administratie van het Mijnwezen. De ingenieurs van het mijnwezen duiken veelvuldig op in deze studie en spelen een niet te onderschatten rol. Het waren ook de pioniers van het overleg. Bovendien is het één van oudste administraties van het land. Een omvattende studie over dit korps en zijn activiteiten wacht nog op zijn auteur. Op die manier zou de staat wat meer direct in beeld kunnen worden gebracht.

Het aanraken van zoveel thema’s leidt tot een omvangrijk werk: een corpus van 1100 pagina’s en met bibliografie, registers en bijlagen zelfs 1323 pagina’s. Voor deze problematiek is die omvang te verantwoord (het is zelfs zo dat voor het comfort van de lezer wat meer deelbesluiten hadden mogen worden ingelast) en het boek verdient zonder enige twijfel een plaats binnen de reeks van de Academie. Anderzijds valt het te vrezen dat deze vernieuwende onderzoeksresultaten, die bovendien een actualiteitswaarde hebben, het niet-specialistische historisch en sociaal-politiek geïnteresseerde publiek niet zullen bereiken. Een ingekorte voor een breed publiek geschreven versie van dit werk lijkt me volledig op zijn plaats. Het moet niet moeilijk zijn een uitgever of onderzoeksinstituting daarvan te overtuigen.

Dirk Luyten

7 M. RIGAUX (ed.), *Werknemersinspraak in veiligheidsbeleid*, Antwerpen, Kluwer, 1982.

SERGE JAUMAIN & KENNETH BERTRAMS (DIR.)

«Patrons, gens d'affaires et banquiers. Hommages à Ginette Kurgan-van Hentenryk»

Bruxelles, Le Livre Timperman, 2004, 481 p.

Si l'estime portée à un universitaire se mesure à la qualité des textes qui lui sont offerts en hommage, nul doute que Ginette Kurgan jouit d'une immense considération auprès de ses anciens étudiants et collègues. Ceux-ci ont relevé le défi de contribuer, en partant de leurs domaines de recherches, au progrès de l'histoire du patronat, à laquelle le professeur Kurgan a tant apporté, par ses travaux propres, – depuis ses études sur les groupes financiers belges en Chine jusqu'aux publications sur la Société générale, en passant par son article programmatique de 1981 –, mais aussi par les recherches, individuelles ou collectives, qu'elle a impulsées, citons parmi d'autres le *Dictionnaire des patrons en Belgique*.

Introduits par un très opportun bilan de l'historiographie récente des entreprises et du patronat en Belgique, replacée dans une perspective internationale par Serge Jaumain et Kenneth Bertrams, et par un aperçu des contributions de Ginette Kurgan à cette production scientifique, les textes se distribuent en cinq thèmes.

S'agissant de la période contemporaine⁸, la perspective se fait d'abord collective pour traiter de la structuration de divers milieux patronaux. Partant de l'exemple des charbonniers montois suivis entre 1830 et 1870, Patrick Lefèvre montre combien l'intérêt patronal collectif peine à dépasser la concurrence des intérêts privés, en dépit de l'importance du contrôle qu'exerce dans le bassin la Société générale. Dans le secteur de la presse, ce n'est pas la représentation des intérêts de la branche mais une certaine homogénéisation de ses principes d'activité qui sont examinés par Pierre Van den Dungen à travers le mécanisme du 'jeu de bascule', consistant à accueillir dans les journaux un maximum de publicité afin de pouvoir exercer une forte concurrence par l'abaissement des tarifs d'abonnement. L'étude de cette stratégie adoptée par *L'Étoile belge* et ensuite par *Le Soir* permet une utile remise en perspective de la nouveauté que constituent de nos jours les 'gratuits'. Entre médias et publicité, plus précisément entre annonceurs et médias, Véronique Pouillard étudie l'émergence d'un acteur dont l'activité se professionnalise en Belgique dans le premier XX^e siècle: le publicitaire. Alors que la diffusion de la publicité avait longtemps résulté d'une demande adressée directement par l'annonceur – fabricant ou commerçant soucieux de promouvoir ses

8 À défaut de compétence pour apprécier les travaux portant sur les périodes qui précèdent l'époque contemporaine, nous ne rendrons pas compte des contributions réunies sous le thème "Patrons, gens d'affaires et banquiers de l'Antiquité à l'époque moderne" (DIDIER VIVIERS, *Bien avant Boch... les céramistes athéniens. De l'artisanat à la manufacture*; CHLOÉ DELIGNE, CLAIRE BILLEN & DAVID KUSMAN, *Les bouchers bruxellois au bas Moyen-Age. Profils d'entrepreneurs*; PHILIPPE MOUREAUX, *Un épisode mouvementé des relations entre le ministre Cobenzl et la banque de Nettine (1755-1756)*; MICHÈLE GALAND, *La noblesse d'affaires dans les Pays-Bas autrichiens: Adrien-Ange de Walckiers (1721-1799)*; HEINZ-GERHARD HAUPT, *Nouvelles voies d'une histoire des corporations en Europe à la fin du XVIII^e siècle. Une esquisse*). Nous prions leurs auteurs de bien vouloir nous en excuser.

ventes – à un média, les agences de presse, vendeuses d’espaces publicitaires dans les médias, ont progressivement été chargées de concevoir le message publicitaire; dans le même temps, certains annonceurs produisant des biens de grande consommation ont développé leur propre service de publicité. En amont des activités et de l’organisation du monde patronal se pose évidemment la question de la formation de ses dirigeants, qui conduit K. Bertrams à s’interroger sur les relations entre l’enseignement supérieur et le monde des affaires. Il souligne la concomitance, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, entre le développement des écoles de commerce, dont en particulier l’École de commerce Solvay, et la transformation des études d’ingénieur civil sous l’effet d’un débat qui oppose les tenants de la “science industrielle” et ceux qui défendent l’idée d’introduire des cours pratiques dans le *curriculum*. Ces deux filières de formation des entrepreneurs et cadres demeurent toutefois étanches jusqu’aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Le texte de Valérie Piette superpose les perspectives individuelles et collectives, rappelant l’action de figures féminines importantes dans la vie des affaires et leur organisation dans une Association belge des femmes chefs d’entreprises, à une époque où la situation juridique de la femme, en particulier de la femme mariée, peut entraver son activité de dirigeante d’entreprise.

Les contributions réunies en quatrième partie articulent également l’individuel et le collectif pour étudier des itinéraires patronaux. Exploitant des sources judiciaires, Rolande Depoortere a tenté de dégager, d’une quarantaine de dossiers de requête

en réhabilitation d’entrepreneurs faillis, le profil de ces requérants; elle montre, à rebours des images d’irréversible déchéance, la possibilité donnée à certains faillis de restaurer leur position professionnelle. Partant de travaux récents consacrés au patronat d’origine étrangère et de sa connaissance personnelle de la communauté italienne, Anne Morelli propose une première mise à l’épreuve des hypothèses habituellement retenues pour expliquer la réussite de patrons issus de l’immigration, – la théorie de la niche, du créneau professionnel, et l’idée d’un nécessaire passage par le statut de travailleur indépendant –; ses résultats la conduisent à proposer une réflexion méthodologique portant, d’une part, sur la nécessité de situer les trajectoires individuelles des entrepreneurs par rapport à leur passé familial et à leur réseau de sociabilité et, d’autre part, sur le caractère aussi irremplaçable que délicat de l’usage de sources orales pour ce type d’histoire. Sans disposer d’archives privées, Serge Jaumain est parvenu à retracer le parcours professionnel et les très nombreux engagements – soutien à la construction européenne, à la paix et au désarmement, et enfin à la culture, la formation et la recherche scientifique dans le cadre de la fondation qui porte son nom – d’Émile Bernheim, fondateur des grands magasins belges À l’Innovation.

Les sept contributions qui forment la dernière partie du livre examinent diverses formes d’engagement de personnalités ou collectivités patronales dans la vie sociale. S’appuyant principalement sur des sources imprimées, Éliane Gubin et Jean Puissant suivent l’évolution des positions du patronat catholique belge à l’égard du travail féminin entre 1840 et 1940. Ils montrent

comment la construction progressive du discours visant l'interdiction de ce travail a toujours été contournée par ce patronat pour des raisons d'intérêt industriel, justifié en fin de période par le caractère non substituable d'aptitudes prétendument féminines, qui fonde surtout la discrimination salariale à l'égard des travailleuses. Une même tension entre discours et pratique est examinée par Samuel Tilman, qui s'interroge sur l'incompatibilité entre l'exercice de mandats politiques et de hautes responsabilités dans le monde bancaire et financier, au cours du siècle qui suit l'indépendance de la Belgique. Si cette incompatibilité a bien été périodiquement discutée dans les enceintes parlementaires, l'auteur montre à quel point certains financiers n'ont pas manqué de poursuivre leur intérêt en s'appuyant sur les mandats politiques dont ils étaient investis. Une chronologie de l'engagement politique des hommes d'affaires peut être dégagée. S'ils sont présents au Parlement avant 1914 mais ne détiennent pas alors de portefeuilles ministériels (à deux brefs contre-exemples près), ils occupent des fonctions exécutives dans l'Entre-deux-guerres, particulièrement entre 1926 et 1935, quand les banquiers Franqui, Houtart et Lippens se voient confier d'importantes responsabilités ministérielles. Si, avant la Seconde Guerre, ces pratiques ont été régulièrement dénoncées par les socialistes et les communistes, ces derniers ont été amenés à revoir leur perception du monde patronal lorsque, sous l'Occupation, certains patrons financèrent les mouvements de résistance. À travers la figure de Franz Vuidar, ingénieur en chef aux Constructions électriques de Belgique (entreprise liée aux ACEC dès 1939) qui prit d'importantes responsabilités au

sein des Partisans armés, José Gotovitch observe la difficulté créée par le maintien d'une ligne critique très dure, exprimée notamment dans la presse clandestine, à l'égard de personnalités patronales qui apportent une aide financière autant que des renseignements. Trois contributions questionnent le rapport entre le monde patronal et l'art. Christine Dupont s'interroge sur la vision du patron mécène qui se forme dans le monde artistique belge à la fin du XIX^e siècle; elle montre notamment que, loin de la figure du créateur maudit en rupture de bourgeoisie, certains artistes acceptent sans difficulté l'idée d'appartenir au même milieu social que les patrons, tout en regrettant le mécénat aristocratique d'Ancien Régime auquel les pouvoirs publics ne se sont guère substitués. Étudiant la figure célèbre d'Adolphe Stoclet sans disposer de papiers personnels et donc contrainte à l'usage de sources indirectes, Valérie Montens cerne l'engagement du grand financier bruxellois dans diverses institutions artistiques (Musée royal d'art et d'histoire, Musées royaux des beaux-arts et Fondation égyptologique reine Élisabeth), élargissant ainsi son image de collectionneur exemplaire en son palais de l'avenue de Tervuren. Si l'art funéraire a déjà été largement étudié, notamment sous la forme des monuments aux morts édifiés au lendemain des grands conflits contemporains, Jean-Jacques Herrewegh entreprend ici l'étude des statues et monuments, visibles en plein air dans l'espace public, dédiés à des patrons. Outre un relevé inédit de ce patrimoine en Belgique, brièvement commenté, l'auteur procède à l'examen approfondi des statues dédiées à John Cockerill, en particulier des péripéties qui accompagnent l'édification de la statue bruxelloise de l'industriel sérésien.

À la différence des textes déjà évoqués, la troisième partie de ce volume d'hommages traite d'abord des entreprises, sous l'angle de leur gestion et de leur performance. Cette partie s'ouvre par une réflexion méthodologique de Youssef Cassis sur la contribution des historiens à la mesure de la performance des entreprises, – à définir idéalement par cinq critères: taille, profits, longévité, mesure physique des performances, image –, qu'il résume comme la combinaison d'une analyse quantitative sur la longue durée et d'une approche institutionnelle de l'entreprise. Ceci implique notamment, à l'instar d'une démarche prosopographique, la constitution de larges collections d'études microéconomiques d'entreprises, qui permettent de situer les performances d'une entreprise, voire d'une branche, par rapport à des ensembles plus larges qui les incluent. Se plaçant à l'échelle d'une entreprise particulière, la firme automobile italienne Lancia à l'époque de son existence indépendante (1906-1969), Franco Amatori montre comment cette entreprise a résisté aux crises qui ont emporté des entreprises automobiles de taille comparable, en ne suivant pas le modèle de l'autre entreprise turinoise engagée dans la production de masse fordienne et en privilégiant plutôt la fabrication de véhicules de grande qualité. Mais il décrit également le déclin de la firme, amorcé avec le décès de son fondateur, qu'il explique notamment par des choix managériaux tournés vers le passé de la firme, lui faisant manquer le tournant de la motorisation massive de l'Italie au début des années 60 et la contraignant à passer sous le contrôle de la FIAT. Il est à nouveau question de gestion d'entreprise dans la contribution de Guy Vanthemsche, qui s'est penché sur les

archives du Comité intérieur colonial de la Société générale de Belgique, – constitué en 1928 au lendemain de l'absorption de la Banque d'outremer –, pour étudier les outils et procédures adoptés pour le pilotage à distance de l'empire colonial de la holding. Croisant l'histoire de la gestion et celle des dirigeants d'entreprise, Pierre Lanthier montre comment le groupe belge Empain a développé ses activités en France en s'appuyant très largement sur des cadres français et en réservant aux administrateurs belges une mission de surveillance. C'est la permanence, de l'Ancien Régime à nos jours, d'une institution économique qui constitue le propos de Greta Devos. Celle-ci montre comment les anciennes corporations de dockers du port d'Anvers se sont adaptées tant aux contraintes politiques, dont l'abolition des corporations, qu'aux transformations techniques qui touchent le transport maritime, depuis la navigation à vapeur jusqu'à l'introduction des conteneurs.

Pour rappeler peut-être l'importance de l'engagement de Ginette Kurgan dans la vie de son *alma mater*, l'ouvrage se clôt par la réflexion, – appuyée par une revue de la littérature économique consacrée à l'enseignement supérieur –, de Françoise Thys-Clément, ancien recteur de l'ULB, sur l'avenir des universités dans le paysage européen, qui appelle, à tout le moins, un refinancement public sérieux.

La variété thématique et la richesse des contributions montrent le chemin parcouru depuis le temps où Ginette Kurgan écrivait que "l'histoire du monde patronal reste à faire en Belgique"; non seulement, ce monde est devenu un terrain d'étude à

part entière, dans une perspective élargie, – de la haute finance au petit commerce, de sa formation intellectuelle à ses engagements culturels –, mais il s'étudie également à l'intersection d'autres champs de recherche (immigration, genre, mémoire, etc.). Si les contributions offertes en hommage à Ginette Kurgan constituent souvent un aboutissement plutôt qu'un point de départ de programmes de recherche, plusieurs contributions ouvrent néanmoins d'intéressantes perspectives. Outre les invitations, lancées par les éditeurs dans leur bilan introductif, à élargir vers d'autres entreprises ou branches la perspective adoptée par Ginette Kurgan et Bart De Wilde dans leur "biographie collective" des dirigeants de la Société générale et du patronat textile, ou à proposer une explication globale de la forte présence industrielle belge à l'étranger, on trouve, dans la contribution de Youssef Cassis, un encouragement à rejoindre le projet, qu'il coordonne à l'échelle européenne, de constitution de séries d'études monographiques d'entreprises, et, dans le texte de Guy Vanthemsche, un appel à approfondir à partir des archives du Comité intérieur colonial l'étude des diverses entreprises du groupe de la Société générale et, par là, à mieux cerner la vie économique de la colonie.

Eric Geerkens

Issu d'un projet de recherche du CEGES/SOMA dont le développement a abouti à la soutenance d'une thèse de doctorat à la *Vrije Universiteit Brussel*, le livre d'Eric Laureys suscite d'emblée une première réflexion. Son contenu déborde largement celui annoncé par le titre. En effet, l'A. a eu pour ambition de brosser l'histoire de l'industrie diamantaire anversoise dans une perspective temporelle plus vaste puisqu'il l'entame dès la fin du 19^e siècle. Sans doute ce choix est-il imputable au fait que les trois premiers chapitres de l'ouvrage se fondent pour l'essentiel sur la bibliographie. Cela nous vaut un exposé documenté, témoignant d'une remarquable appréhension du sujet, qui rend compte du développement de l'industrie diamantaire en Belgique avant la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci est abordée tant sur le plan de sa nature que de la spécificité de la place d'Anvers et de la monopolisation du commerce mondial du diamant. La suite de l'étude est fondée sur un matériel archivistique impressionnant et diversifié en provenance de nombreux dépôts belges et étrangers.

Le plan adopté est systématique et veille à couvrir trois angles d'approche privilégiés, le national, l'international et les rapports entre secteur privé et secteur public. L'exposé démêle avec clarté la complexité du secteur. Il fait apparaître la nécessité de réguler un marché très volatile, en mettant en évidence certains axes privilégiés tels l'axe Congo-Londres-Anvers ou l'axe diamantaires juifs / socialistes anversois,

ERIC LAUREYS

«Meesters van het diamant. De Belgische diamantsector tijdens het nazibewind»

Tielt, Lannoo, 2005, 549 p.

la rivalité entre la Grande-Bretagne et les États-Unis pour le contrôle de ce marché, l'antagonisme diamantaires juifs / diamantaires flamands qui constituent la trame à long terme de cette histoire. Il met l'accent sur le rôle joué pendant plusieurs décennies par des personnalités clés dont Ernest Oppenheimer, Romi Goldmunz, Camille Huysmans ... Le texte est systématiquement émaillé de brèves synthèses qui en facilitent la lecture. Il est pourvu d'un solide appareil de références, de nombreuses illustrations et de quelques documents significatifs publiés en annexe.

L'étude de la période d'occupation analyse en profondeur la transformation des rapports de force à l'intérieur du secteur, la complexité de l'exercice du pouvoir de l'occupant, les effets de la 'polycratie' sur le fonctionnement du secteur pendant la guerre et l'ambiguïté du rôle de la Société générale de Belgique par l'intermédiaire de sa filiale, la Forminière. Les multiples rouages bureaucratiques qui encadrent le secteur diamantaire sont clairement mis en évidence.

L'analyse de la restauration de la place d'Anvers dont l'enjeu est majeur sur le plan international témoigne de l'ampleur de la perspective adoptée par l'A. À propos de la controverse sur le rôle de la De Beers pendant la guerre, il introduit dans le débat les objectifs des États-Unis en formulant la thèse que la politique américaine de *stockpiling* du diamant ne répond pas à la nécessité de constituer des stocks stratégiques, mais vise à briser la domination britannique sur le commerce du diamant.

Dans sa mise en perspective qui englobe les développements les plus récents de la

place d'Anvers, l'A. insiste sur une caractéristique qu'il considère comme permanente, à savoir les contraintes imposées par la volatilité du marché du diamant.

Outre la richesse de l'information, le livre d'E. Laureys se distingue par la clarté de l'exposé et la fluidité de son style. Inévitablement, l'ampleur de la matière et l'abondance de l'information ne permettent pas d'échapper à l'une ou l'autre critique.

En premier lieu les données quantitatives sont dispersées au fil du texte et il aurait été souhaitable de les rassembler et de les traiter de façon plus systématique. Celles relatives au commerce extérieur sont utilisées de façon approximative. Ainsi p. 389, l'A. ne précise pas quelles sont les branches qu'il regroupe sous la rubrique "*zware industrie*". Il accorde aussi une importance excessive au secteur du diamant dans l'excédent de la balance commerciale de la Belgique vis-à-vis des États-Unis en 1945, en perdant de vue les recettes engendrées par les fournitures aux armées alliées jusqu'en août 1945.

À propos de l'intervention du ministre des Colonies Louis Franck, p. 427, l'A. ne prend pas en compte ses origines juives ni ses intérêts dans la Cominière, groupe rival de la Société générale au Congo.

D'autre part, malgré la perspective internationale adoptée par l'auteur, on regrettera que, faute d'avoir consulté l'ouvrage de Jonathan E. Helmreich, *Gathering rare ores*, le secteur du diamant n'est guère envisagé dans le cadre de la cartellisation des matières premières qui se développe entre les deux guerres. De même la solidarité juive, invoquée à propos du mono-

pole du diamant, n'est pas un phénomène isolé. Elle relève de pratiques en cours dans d'autres secteurs comme la banque et dans d'autres minorités religieuses ou ethniques (Quakers, Grecs ou Chinois de la diaspora...).

Enfin sur le plan technique, il aurait été souhaitable de répertorier les témoignages dans la liste des sources utilisées.

Ces quelques observations n'infirmen en rien notre opinion très favorable de cet ouvrage dont le cadre dépasse largement celui de l'histoire de Belgique et qui mérite l'accès à un large public international.

Ginette Kurgan-van Hentenryk

IV. Histoire coloniale / Koloniale geschiedenis

INGEBORG VIJGEN

«Tussen Mandaat en kolonie. Rwanda, Burundi en het Belgische bestuur in opdracht van de Volkenbond (1916-1932)»

Leuven, Acco, 2004, 279 p.

De Rwandese genocide en de Burundese burgeroorlog brachten de twee kleine Centraal-Afrikaanse staten in het midden van de jaren negentig uitgebreid in de kijker. Buitensporige gruwelen doen stevast de vraag rijzen naar het ontstaansmechanisme ervan. Van een gelijkaardige reactie getuigt de uitvoerige en niet-aflatende stroom van publicaties over de judeocide tijdens de nazi-periode. Een nieuwe studie van Ingeborg Vijgen over de geschiedenis van Rwanda en Burundi, die in de bestudeerde periode in een admi-

nistratieve unie verenigd waren onder de naam Ruanda-Urundi, wekt in deze context dan ook de nodige belangstelling. Het 'woord vooraf' opent het boek veelbetekenend met een beschouwing over de lessen die de huidige beleidsvoerders zouden kunnen trekken uit de ontstaansgeschiedenis van het mandaatgebied Ruanda-Urundi in de eerste helft van de 20^{ste} eeuw. De auteur meent dat dit kan bijdragen tot de realisatie van mandaten van de internationale gemeenschap in de huidige conflictgebieden rond de Grote Meren in Centraal-Afrika. Maar, hoewel het boek zonder twijfel bij zal dragen tot een beter begrip van de factoren die tot de genocide geleid hebben, gaat het daar slechts terloops op in. De geschiedenis van het Belgische bestuur in opdracht van de Volkenbond wordt door auteur vooral als een geopolitieke studie opgevat.

Het internationale kader neemt in het boek dus een dominante plaats in. Het mandaat over Ruanda-Urundi, dat deel uitmaakte van het Duitse koloniale rijk, vloeide voort uit het 'mandatensysteem' dat na de Eerste Wereldoorlog door de Volkenbond ontwikkeld werd om het beheer te controleren van de voormalige Duitse kolonies en delen van het verdwenen Ottomaanse Rijk. Ingeborg Vijgen legt haarfijn uit hoe de betrokken koloniale en imperialistische mogendheden bij het uitdelen van de mandaten hun belangen behartigden. Ze wijst erop dat het daarom een interessante casus is in de internationale politiek.

Daaruit vloeit logischerwijs de centrale vraag voort naar de positie van België onder de andere koloniale grootmachten. Vóór en tijdens de Eerste Wereldoorlog stond de Belgische politiek m.b.t. Ruanda

en Urundi volledig in het teken van de erkenning, de consolidatie en de uitbreiding van Belgisch Kongo. Na een militaire campagne tegen het aangrenzende Duitse koloniale rijk in 1916, kwamen Ruanda en Urundi onder Belgisch militair bestuur. België hoopte die territoria als pasmunt te kunnen gebruiken voor een territoriale uitbreiding van Belgisch-Kongo rond de monding van de Kongostroom, ten koste van het Portugese Angola. Ondertussen leidde de onkunde van het militaire bestuur om het door de Duitsers achtergelaten machtsvacuüm op te vullen tot een machtsstename van missionarissen en lokale hoofdmannen, wat dan weer een complexe bestuurspraktijk tot gevolg had. Economisch kon bovendien met Ruanda-Urundi weinig worden aangevangen. Het gebied had weinig bodemrijkdommen, was overbevolkt en werd door ziektes geteisterd. De Belgische belangstelling was dan ook gering.

In 1925 werd Ruanda-Urundi als mandaatgebied aan België toegewezen zodat er enige zekerheid ontstond over de bestemming van het territorium. Maar volgens de auteur hechtte België vooral veel belang aan het bemachtigen van een zetel in de Mandatencommissie in Genève, waar belangrijke gegevens verkregen konden worden over de andere Europese koloniale mogendheden en waar het land kon uitblinken met een weloverwogen modelbestuur voor het toegewezen mandaatgebied. De politiek m.b.t. Ruanda-Urundi was vooral toegespitst op het verstevigen van de status van België als koloniale mogendheid. Paradoxaal genoeg was het mandatenstelsel (vooral op Amerikaans initiatief) precies tot stand gebracht met het oog op een geleidelijke afbouw

van de Europese koloniale rijken. Ten gevolge van de tegenwerking van de Europese mogendheden verloren de controleorganismen echter aan slagkracht en autonomie. Zo werd volgens de auteur het dekolonisatieproces wellicht vertraagd, wat in het voordeel van de Belgische kolonialisten speelde.

Dat uitstekende doctoraatsthesisen door juryleden en critici een te beperkt algemeen historisch kader verweten wordt is haast een traditie. Als het proefschrift waardevol is, kan de criticus immers geen andere kant uit. Toch meen ik te moeten vaststellen dat in dit bijzondere geval het kader echt wel bijzonder eng is uitgevallen. Er zijn twee domeinen waarop zich dat manifesteert.

Ten eerste is de buitenlandse politiek van een staat steeds ingebed in zijn interne politieke, economische en sociale verhoudingen. De band met deze interne aangelegenheden is in dit boek opvallend zoek. Welke Belgische groepen of kringen waren voorstanders van een mandaat over Ruanda-Urundi? Welke machtsevenwichten en ideologische twistpunten in de metropool bepaalden de houding van de koloniale beleidslieden? Zijn bijvoorbeeld de aarzelingen en veranderingen in het koloniale bestuur tussen 1920 en 1925 een spiegel van wat er zich in België afspeelde (invoering algemeen enkelvoudig stemrecht in 1919, regeringen van nationale eenheid, bankiersregeringen, uitbouw van de christelijke arbeidersbeweging, verscherping van de taalkwestie)? Nemen wij het voorbeeld van de invloed van de Vlaamse beweging. Colette Braeckman vroeg zich in haar boek *Rwanda, Burundi, Congo-Zaire*.

De wortels van het geweld af of er sprake kon zijn van een “gedempte echo van de identiteitsstrijd die zich afspeelt in het moederland”?⁹ Bambi Ceuppens ging hier wat de Kongolese kolonie betreft uitvoerig op in met haar recente boek *Congo made in Flanders*¹⁰. Daarin wijst zij erop dat missionarissen een belangrijke drager van de Vlaamse beweging in Kongo waren. Ik wees reeds op de macht van de missionarissen in Ruanda-Urundi, een territorium dat gekenmerkt werd door etnisch-culturele breuklijnen tussen Tutsi’s en Hutu’s. Is het waar dat de Vlaamse missionarissen hun eigen sociale gevoeligheden geprojecteerd hebben op de Hutu’s? Wat vertelt de invloed van de Vlaamsgezinde minister van Koloniën Louis Franck overigens over de Belgische aanpak van Ruanda-Urundi? De lapidaire uitspraak “ook de verschillende regerende politieke partijen lieten de koloniale politiek bij voorkeur aan de centrale administratie over” kan moeilijk als samenvatting gelden voor de band tussen de interne metropolitaanse en de koloniale politiek. Overigens, niettegenstaande een uitstekend overzicht van de rol van missionarissen in het hele gebeuren, moet ook de afwezigheid van een analyse van de visie van de Belgische bisschoppen of van het Vaticaan worden betreurd.

Een tweede domein waarop het historische kader in gebreke blijft, betreft het doel dat met het verkrijgen van een mandaat gediend moest worden. Toen bleek dat de economische verwachtingen in Ruanda-

Urundi niet ingelost konden worden, bleef België toch vasthouden aan dit onbeduidende territorium. Hier ben ik geneigd om de parallel te trekken met een ander hoofdstuk van de Belgische expansie uit dezelfde periode: de Belgische aanwezigheid in Perzië. Ook daar was na ettelijke ijdele pogingen tot economische inbedding op pijnlijk wijze gebleken dat er op economisch gebied weinig te rapen viel. Maar daar werd paradoxaal eveneens aangedrongen op het handhaven van de Belgische positie tussen de andere internationale concessiehouders en zendingen. Het hoofdmotief hiervoor was prestige..., deel uit maken van de imperialistische mogelijkheden¹¹. De Belgische aanspraak op mandaten van de Volkenbond moet in het bredere kader van de Belgische expansie worden beschouwd. De meest opvallende uiting van het Belgische expansionisme was uiteraard de Kongolese kolonie. Maar dat is, elk schaalverschil ten spijt, slechts een onderdeel van een geheel waartoe ook de Belgische aanwezigheid in Perzië, Guatemala, Siam, Mexico; de Belgische aanspraken op Zeeland, Luxemburg, Nederlands-Limburg, het Rijnland; of een mandaat over Palestina horen. Meer dan bij studies over Belgisch-Kongo lijkt mij dit kader onmisbaar bij een studie over de Belgische aanwezigheid in Ruanda-Urundi.

Ook ben ik een beetje verwonderd over de afwezigheid van bepaalde werken in het referentieapparaat en de bibliografische wijzer. *Rwanda, Burundi, Congo-Zaire. De*

9 COLETTE BRAECKMAN, *Rwanda, Burundi, Congo-Zaire. De wortels van het geweld*, Berchem, 1997, p. 285.

10 BAMBI CEUPPENS, *Congo Made in Flanders? Koloniale Vlaamse visies op “blank” en “zwart” in Belgisch Congo*, Gent, 2003, p. 856.

11 ERIC LAUREYS, *Belgen in Perzië, 1915-1941. Verwezenlijkingen, verhoudingen en attitudes*, Leuven, 1996, p. 337.

wortels van het geweld, een spraakmakend boek over Rwanda en Burundi, is bij voorbeeld een opvallende eerste afwezige. Auteur Colette Braeckman mag dan nog geen wetenschapster zijn, als journalist van *Le Soir* en als medewerker van *Le Monde diplomatique* hebben haar geschriften toch enig gewicht. Wereldvermaarde specialisten van het imperialistische expansionisme als Eric Hobsbawm of Edward Said hadden enige inzichten kunnen bijbrengen die het algemene historische kader hadden kunnen verbreden¹².

Veel lof heb ik echter voor de pogingen van de auteur om de problematiek van de *direct rule* en de *indirect rule* in kaart te brengen. Wat vertelt het mandaat over Ruanda-Urundi over de strijd tussen de voorstaanders van de *direct rule* (geen zelfbestuur voor de lokale heersers) en die van de *indirect rule* (beperkt zelfbestuur voor de lokale heersers), en dus, over de filosofie van het koloniale beleid van België? In een beginfase vonden de eerste Belgische bestuurders in de regio een sterk, bestaand Afrikaans bestuur dat beter ontwikkeld was dan in andere delen van Afrika. Daarom stelde minister van Koloniën Louis Franck in 1920 voor om een onrechtstreeks bestuur toe te passen. Hij trad zo in de voetstappen van de Duitsers, die de koning of Mwami hadden gesteund tegen de onafhankelijke 'chefs' in ruil voor een machtsoverdracht. Dit systeem werd ook in het Brits mandaatgebied van Tanganyika ingevoerd. Het is dan zeer de vraag wat de grenzen waren van het inheemse bestuur en hoe en waarom deze grenzen

evolueerden. Hier biedt Ingeborg Vijgen een prachtige casestudy.

Tot slot onderstreep ik de referentiewaarde van dit boek voor al wie belangstelling heeft voor de geschiedenis van Rwanda, Burundi of het Belgische kolonialisme. Het mag zelfs een pionierswerk genoemd worden omdat het het enige Belgische wetenschappelijke werk is over de geschiedenis van Ruanda-Urundi.

Eric Laureys

V. Politieke geschiedenis / *Histoire politique*

NICOLAS NAIF
«L'Eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)»

Brussel, CarCoB asbl, 2004, 356 p.

In een verzuilde maatschappij als de Belgische is er geen plaats voor een communistische partij, wordt wel eens gezegd met de impliciete overtuiging dat partijen inherente emanaties zijn van maatschappelijke breuklijnen en ontwikkelingen. De Kommunistische Partij van België (KPB) was tussen haar oprichtingsjaar 1921 en begin jaren 1980, toen ze haar laatste parlementariërs verloor, zestig jaar lang min of meer zichtbaar in het nationale politieke veld. En toch kon ze eigenlijk slechts op aandacht en aanhang rekenen tijdens enkele momenten of periodes gedurende dewelke de Belgische samenleving werd

12 ERIC HOBSBAWM, *The age of extremes 1914-1991*, London, 1995, p. 627; EDWARD W. SAID, *Culture and Imperialism*, London, 1993, p. 444.

geconfronteerd met een diepe crisis en radicalisering. Uiteraard denken we dan in de eerste plaats aan de jaren van de Tweede Wereldoorlog.

In zijn omvattende werk over de Belgische communisten in het verzet, stelde José Gotovitch reeds dat de KPB na de oorlog haar kans miste om een factor van belang te worden in de Belgische maatschappij. Zij ging compleet voorbij aan democratische manieren om sociale veranderingen tot stand te brengen : zowel de partij als de hele Internationale Kommunistische Beweging bleven zich onveranderd inspireren op het stalinisme en de conceptuele armoede die er kenmerkend voor was, waardoor dit “een nieuwe weg naar het socialisme” in de weg stond ¹³.

In zijn voorwoord bij het recente boek (2004) van historicus Nicolas Naif over de Belgische communisten en het eurocommunisme van de jaren 1970-1980 – de bewerking van een licentiaatverhandeling – stelt José Gotovitch zich opnieuw de vraag of het eurocommunisme geen gemiste kans was voor een nieuwe weg naar het socialisme, juist op een moment dat die traditionele zuilen veel van hun legitimiteit en wervingskracht verloren hadden. Dit gebeurde onder invloed van nieuwe ontwikkelingen en factoren in het politiek-maatschappelijke leven zoals de triomf van het neoliberalisme, de brede ontkerstening van de samenleving in haar geheel, de groei van regionale partijen en de komst van de groenen. Waarom kon hiernaast het eurocommunisme, nochtans gestuwd door een internationale golf, niet

evenzeer een weg naar betekenis vinden in de Belgische samenleving ¹⁴ ?

Het probleem was dat die golf niet veroorzaakt was door een natuurlijk gedreven aaneenschakeling van oorzaak en gevolg; het eurocommunisme was geen onbewimpeld antwoord of belofte die ontstaan was uit een algemene maatschappelijke noodzaak, het was meer een verbale constructie waarmee West-Europese communistische partijleiders in eerste en laatste instantie naar zichzelf verwezen. Het ging dan vooral om de partijen van Italië, Spanje en Frankrijk, die met het grootste gewicht in de Internationale Kommunistische Beweging. Met het eurocommunisme wilden enkele partijen zich losmaken van hun ‘vader’ – de Kommunistische Partij van de Sovjet-Unie (KPSU) – maar tegelijkertijd was er ook de angst om een vertrouwde weg te verlaten en de bruggen definitief op te blazen. Het eurocommunisme was als een late pubertijd van het communisme waar de volgende fase van ontwikkeling, die van de volwassenheid en de gevormde persoonlijkheid, eigenlijk nooit op gevolgd is. Het eurocommunisme dekte een veelheid aan betekenissen en incarneerde sinds het midden van de jaren 1970 meer de problematische zoektocht naar een eigen communistische identiteit, dan een duidelijk en concreet alternatief op het alom bepalende sovjetvoorbeeld.

Het boek van Nicolas Naif is één van de eerste – en door zijn volledigheid, naar alle waarschijnlijkheid ook één van de laatste – werken die aan dit fenomeen gewijd

¹³ JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Résistance et Parti communiste*, Brussel, 1992, p. 456.

¹⁴ NICOLAS NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique...*, p. 13.

worden¹⁵. De auteur heeft ervoor gekozen om zijn verhaal over het eurocommunisme in België te laten beginnen in 1954 en dat heeft zo zijn redenen. Die datum was, meer misschien in hoofde van de betrokkenen dan in de concrete praktijk van het Belgische communisme, een mijlpaal in het collectieve geheugen van de KPB. Het partijcongres te Vilvoorde dat jaar, '1954' of kortweg 'Vilvoorde', werd één van de meest belangrijke referenties in de identiteit van Belgische communisten. Met Vilvoorde had de partij immers een bewijs van respect en goede omgang verworven: de oude stalinistische leiding die verantwoordelijk gesteld werd voor de fouten van het verleden, werd tijdens dit partijcongres vakkundig afgezet en van de scène verwijderd om plaats te maken voor een nieuwe garde. De overlevering wil dat de sektarische top onthoofd werd door de democratische basis en dat hiermee het begin ingeleid werd van "een Belgische weg naar het socialisme". Dit is tegelijk ook de ondertitel van het boek van Naif: "*crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*".

Maar Vilvoorde was ook de herhaling van een welgekend scenario volgens hetwelk de (re)productie plaatsvond van de 'communistic subjectiviteit', doorheen de discursieve praktijken rond de 'eenheid'. Zowel de praktijk van de autokritiek als die van de uitsluitingen was immers eigen aan het bureaucratisch model van het democratisch-centralisme, dat nauw verbonden is aan de communistische cultuur rond eenheid en solidariteit ("tussen antifascisten" in de jaren 1930, "tussen

de nationale bevolking" in de jaren 1940, "tussen arbeiders en intellectuelen" in de jaren 1950-1960). Via deze noties werden de grenzen afgebakend van het toelaatbare en het niet-toelaatbare, in functie van de specifieke doeleinden van de partij: ze maakten intrinsiek deel uit van de vertogen die bijdroegen tot de disciplineren van de communistische militant, met zijn voorhoederol in de maatschappij.

In 1954 was de Koude Oorlog voorlopig over haar hoogtepunt heen en vond er zowel in de Sovjet-Unie als in Amerika een machtswissel plaats. De stabilisatie van de wereldeconomie ging gepaard met een versoepeling in het kamp-denken, en andere maatschappelijke tegenstellingen kwamen op de voorgrond. In België kwamen na een regeringswissel de socialisten en de liberalen aan de macht én incasseerde de KPB voor een derde maal op rij een grote verkiezingsnederlaag. Voor een deel van de communistische militanten was dat de aanleiding om definitief te breken met het bestaande leiderschap. Na het 'sektarisme' van de afgelopen jaren, pleitten zij voor een nieuwe 'eenheid met de basis' en een 'terugkeer naar de massa's'. Concreet betekende dat een opening naar de socialistische partij toe. Maar daarvoor moest eerst de oude leiding opzij geschoven worden, zodat de nieuwe leiders aan legitimiteit konden winnen. Dat gebeurde o.a. via de autokritiek, die als een loutering het begin van de vernieuwing moest aangeven, maar die tegelijk juist de basis vormde van die communistische subjectiviteit en partijdisciplineren. Zo regelde de autokritiek de verhoudingen

15 Eerder verscheen wel al: JOSÉ GOTOVITCH, PASCAL DELWIT & JEAN-MICHEL DE WAELE, *L'Europe des communistes*, Brussel, 1992.

en de mobiliteit tussen de basis en de top, met andere woorden : het (voort)bestaan van de partij ¹⁶.

Nicolas Naif geeft dan ook aan dat Vilvoorde vooral een overlevingsreflex was van de communistische militanten. In 1956, twee jaar na dit congres, werd de aftakeling van de KPB verder bevestigd door de gebeurtenissen die volgden op het XXe congres van de KPSU. Chroetsjov had er de misdaden van Stalin veroordeeld, maar twijfelde er enkele maanden later zélf niet aan om de Hongaarse opstand – een reactie op die veroordeling van Stalin, waardoor niet enkel diens imago was aangetast, maar ook het prestige en het centralisme van de KPSU – met geweld neer te slaan. Deze sovjetinterventie trok enkele militanten (o.a. Bert Van Hoorick) definitief over de streep om de KPB te verlaten. De nieuwe leiding bleef op haar beurt immers de Sovjet-Unie verdedigen, ook al had de theorie van de ‘vreedzame coëxistentie’ heel wat vragen doen rijzen en was er in de nasleep van Hongarije voor het eerst ook een interne verdeeldheid aan het licht gekomen tussen vernieuwers en orthodoxen, centralisten en autonomisten, dogmatici en revisionisten. Die verdeeldheid zou de volgende jaren en decennia enkel maar toenemen.

Verder dan 1954/1956, grijpt de auteur in zijn boek het eurocommunisme aan om eigenlijk de *volledige* naoorlogse geschiedenis van de KPB uit de doeken te doen, in zes hoofdstukken en een epiloog die elkaar op chronologische wijze opvolgen,

om op enigszins fatalistische wijze af te sluiten met de opheffing en het verdwijnen van de KPSU, de Sovjet-Unie en het communisme op het einde van de jaren 1980. Dat betekende het einde van een cyclus die begonnen was met de Eerste Wereldoorlog en de Russische Revolutie. In de loop van de twintigste eeuw had het communisme uiteenlopende gevoelens geïnspireerd : van de meest enthousiaste verwachtingen omtrent een socialistische revolutie en een lichtbaken die de weg zou leiden naar gelijkheid, vrede en een overwinning van de klassenstrijd, naar een collectivistisch doembeeld met totalitaire neigingen.

Oktober 1917 werd de hoofdreferentie in de communistische identiteit en was de aanleiding voor de oprichting van een reeks communistische partijen, die vaak een afscheuring waren van de bestaande socialistische en arbeiderspartijen. Enkele decennia later werd ook de Tweede Wereldoorlog, door het engagement van communisten in het verzet en door de rol van Rusland in de overwinning op Duitsland, een krachtig referentiepunt. De Koude Oorlog – een laatste referentiepunt – luidde dan een volgende fase in van polarisatie en radicalisering, waarbij “de hiërarchie en controle binnen de communistische wereld werden opgedreven” en “de Westerse communisten louter epigonen werden van hun sovjetkameraden”. Nicolas Naif laat hierbij op het eerste gezicht veronderstellen dat die verstarring het resultaat was van externe factoren, terwijl de wortels ervan natuurlijk lagen in de eigenheid van die communistische

¹⁶ Zie hierover onder andere : WIDUKIND DE RIDDER, *De communistische kaderpolitiek onder de Koude Oorlog. De uitsluitingen uit de Kommunistische Partij van België als dimensie van het democratisch-centralisme: 1944-1956*, Vrije Universiteit Brussel, onuitgegeven licentiaatverhandeling, 2004.

partijen zélf, waar de mechanismen en principes van controle en gelijkvormigheid via autokritiek en -censuur nooit echt verdwenen waren, ook niet na de bevrijding. Het koude-oorlogssektarisme viel dus niet plots uit de lucht.

Maar tegelijk moet nu ook weer niet alles worden teruggebracht naar een loutere modellering op het sovjetmodel. Nicolas Naif legt uit hoe het communisme ontworpen werd als een rigide en mondiaal systeem – één project met één gemeenschappelijk streefdoel – maar hoe daar via een ‘dialectische logica’ ook ‘verschillende verbuigingen’ op zijn ontstaan, die te maken hebben met de verschillende nationale kaders waarin de Westerse communistische partijen waren ingeplant. De auteur heeft het, in navolging van een reeks andere historici van het communisme, over de ‘ambigüiteit’ van die partijen. Die ambigüiteit werd gecreëerd door het samengaan of de afwisseling in die partijen van enerzijds de teleologische dimensie en anderzijds de maatschappelijke. Het eerste kenmerk dekt dan alle zogenaamde invariabele karakteristieken van het communisme zoals de organisatie, de doctrine en de rol daarin van de USSR. De tweede dimensie heeft dan betrekking op de (politieke, culturele en sociale) eigenheid van de maatschappij waarin die partijen functioneren. De auteur verwijst meermaals naar dat model om het eurocommunisme in de Belgische context te kunnen plaatsen, waarbij het gekoppeld wordt aan het concept van de identiteit. In het eurocommunisme stond immers vooral de communistische identiteit op het spel, aangezien het de communisten verplichtte om een aantal zekerheden in vraag te stellen en na te denken over

een reeks begrippen die sinds het einde van de jaren 1960 binnen de communistische beweging het onderwerp waren van discussie, zoals de solidariteit tussen communistische partijen, het model van de ontwikkeling naar het socialisme en de autonomie van de politieke lijn. Welke positie nam de KPB daarbij in, hoe stond zij tegenover ‘het probleem’ van de dissidenten, welke afstand nam zijn ten aanzien van de KPSU en hoe ver reikte voor haar de internationale solidariteit? Hoe evolueerde haar houding doorheen de jaren, van de bevrijding en Vilvoorde, over de woelige jaren 1960 – toen het tot een crisis kwam in de Internationale Communistische Beweging – en de jaren 1970 toen er een nieuwe periode aanbrak – o.a. gekenmerkt door het einde van de Zuid-Europese dictaturen – tot in de jaren 1980 toen het (euro)communisme een stille dood stierf?

In zijn antwoord op al die vragen heeft Nicolas Naif oog voor nuance. Zo merkt hij op dat we in de geschiedenis van het eurocommunisme niet zozeer op zoek moeten gaan naar concrete resultaten, maar naar ‘de ideeën’ in het globale discours en in de officiële verklaringen. Bij de communisten gaat het immers vooral om een *taaldaad*, waarbij de keuze van bepaalde termen – juist omwille van de disciplinerende werking van het discours – op zich al een engagement is. Vandaar het grote belang van bepaalde teksten *an sich* en de beelden die zij oproepen (zoals de dictatuur van het proletariaat of de etappe naar het socialisme), ongeacht de vraag of / hoe ze concreet vertaald kunnen / moeten worden in de sociale en politieke realiteit. Omdat de KPB zo klein was betekende dat natuurlijk ook dat bepaalde

ideeën, de verschillende stromingen die ze belichaamden en de politieke strijd die ermee gepaard ging, sterk verbonden waren met bepaalde personen. Dat heeft dan betrekking op de sociologische en geografische kenmerken van het milieu waarin de verschillende opvattingen het licht zien. Zo was er in de communistische beweging natuurlijk een wereld van verschil tussen de Brusselse intellectuelen, de Luikse metaalbewerkeren, de Antwerpse havenarbeiders en de Gentse studenten.

Nicolas Naif bekijkt de KPB dus geenszins als een monolithisch blok, wel integendeel. Maar tegelijk ontsnapt hij niet helemaal aan de zelfgerichtheid van de partij en de interne logica van dat communistische ideeënsysteem, terwijl de lezer juist soms wat extra aandacht verlangt voor de ruimere maatschappelijke context waarbinnen het eurocommunisme te situeren valt (zoals de heropleving van het arbeidersverzet en de opkomst van nieuwe sociale bewegingen in de jaren 1960-1970). We vernemen daarentegen het volledige verloop van alle partijcongressen sinds de oorlog, van nummer VIII tot nummer XXXIV. De rode lijn daarin valt kort samen te vatten : een partijleiding die een voortdurende evenwichtsoefening uitvoert tussen vernieuwers en pro-sovjets, die geen positie durft kiezen tussen die verschillende strekkingen en waarbij de partij tenslotte steeds verder inkrimpt.

Post-Vilvoorde en de langzame ontwikkeling naar een eurocommunisme

Zoals eerder gezegd, zorgde Vilvoorde niet meteen voor fundamentele veranderingen in de organisatie en structuren van de KPB, enkel in haar bezetting. Pas tijdens

het volgende congres werd er voor het eerst echt aandacht besteed aan de Belgisch-maatschappelijke dimensie (met name het sociaal-democratisch reformisme en de katholieke godsdienst) en het was nog eens wachten tot het daaropvolgende congres in 1960 vooraleer de notie van 'vreedzame coëxistentie' in de teksten verkozen werd boven die van 'revolutionaire weg', en dat de 'dictatuur van het proletariaat' achterwege gelaten werd ten voordele van 'structuurhervormingen' en 'strijd tegen het monopoliekapitalisme'. Op termijn werd de partij ook niet meer de 'avant-garde van de arbeidersklasse' genoemd, maar (slechts) één onderdeel van de (Belgische) arbeidersbeweging. In België kraaide geen haan naar die aanpassingen, maar voor de partij zelf waren die taaldaden een enorme stap, ook al werd het principe van de onvoorwaardelijke trouw hiermee geenszins in twijfel getrokken.

De partij paste zich dus langzaam en enkel woordelijk aan de nieuwe realiteit aan, maar werd alweer voorbijgestreefd door nieuwe ontwikkelingen : met haar unitarisme liep zij hopeloos achter op de *Mouvement populaire wallon* (MPW) en met haar besluiteloosheid werd ze helemaal voorbijgestoken door de radicale pro-Chinese strekking van Jacques Grippa, die o.a. studenten en intellectuelen rond zich had weten te verzamelen. Met die linkse concurrent verloor de KPB het monopolie over een zekere cultuur van radicale en systematische oppositie tegen het systeem, wat nu juist zo lang haar aantrekkingskracht was geweest voor opeenvolgende generaties van kiezers en militanten, voor wie het soms meer ging om de marxistisch-leninistische principes dan om de partij zelf. Langs één kant, o.a. bij de

gematigden en bij de voorstanders van een progressieve frontvorming, werd de partij een te grote volgzzaamheid ten aanzien van de KPSU en te weinig autonomie verweten. Langs de andere kant nam men haar een te sterk reformisme, een verzaken aan de originele principes kwalijk.

Voorzichtigheid en onbeslistheid zou de Belgische communisten en hun leiders kenmerken : ze gingen op zoek naar een nieuwe identiteit, ergens tussen gauchisme en reformisme, maar zonder veel ruimte voor creativiteit en initiatief. De interne verdeeldheid – die echter nooit openbaar gemaakt werd – liep grotendeels volgens regionale lijnen. Een eerste strekking werd belichaamd door een kritische fractie uit de Borinage met aanvoerder René Noel, de Brusselse intellectuelen en op termijn ook enkele Vlamingen, terwijl de tweede strekking vooral te situeren was in het Luikse (met o.a. Théo Dejace en Marcel Levaux). Nicolas Naif beschrijft die evoluties in detail, maar gaat niet nader in op de sociologie van deze (hoofd)personages en de maatschappelijke context waaruit ze voortkomen; evenmin probeert hij ze psychologisch of op individuele wijze te benaderen. Dat is in zijn boek ondergeschikt gemaakt aan de globale geschiedenis van de KPB, waarin de persoonlijke breekpunten geen prioriteit vormen.

Op internationaal vlak was er ondertussen heel wat gebeurd. De auteur gaat in op de Praagse lente – de poging om “een socialisme met een menselijk gezicht” te lanceren – en de harde lijn van Brezjnev die dat aan flarden sloeg, maar over mei ’68 in de universitaire wereld, de plaats van de KPB daarin en de rol van sociale bewegingen in het algemeen in een

veranderende maatschappelijke context, komen we niet zo veel te weten. Onder de maatschappelijke veranderingen noemt Nicolas Naif wel “de progressieve verdwijning van de arbeidersklasse als een duidelijk identificeerbaar en definieerbaar geheel”, ten voordele van nieuwe gegevens zoals het feminisme, minderheden en het groene gedachtegoed – waarbij men zich natuurlijk kan afvragen in hoeverre die arbeidersklasse ooit al een compleet bepaalde groep vormde in de samenleving. Die ontwikkelingen zetten de (Westerse) communistische partijen er wel toe aan om na te denken over de maatschappij waarbinnen ze functioneerden – in de KPB deed het begrip ‘kritische solidariteit’ haar intrede – en dat betekende voor velen het begin van het eurocommunisme.

Ook binnen de Internationale Communistische Beweging was de tegenstelling tussen vernieuwers en orthodoxen steeds meer aan de oppervlakte gekomen. En de nakende regeringsdeelname in Frankrijk en Italië had de kwestie van de geleidelijke en parlementaire weg naar het socialisme opnieuw op de agenda geplaatst. Toch is het pas in 1975 dat de term ‘eurocommunisme’ voor het eerst gebruikt werd, door een Joegoslavische journalist die buiten de communistische beweging stond. Dat maakte het woord al meteen verdacht in de ogen van heel wat communistische leiders. Maar er bestond wel eensgezindheid over het feit dat het eurocommunisme op meer betrekking had dan enkel op het eigen Westerse partijwezen : voor een stuk ging het inderdaad om een regionale strategie voor “machtsovername langs niet-revolutionaire weg” en deels *was* het een nieuwe vorm van communisme “met aandacht voor de nationale belangen en

verantwoordelijkheden”. Maar het was misschien vooral een geestesgesteldheid die erin bestond om afstand te nemen van het sovjetcommunisme en plaats te maken voor kritiek en autonomie. Nicolas Naif omschrijft het in ieder geval als : “*un ensemble cohérent, une communauté d'idées et de réponses à la crise économique, omniprésente, qui était l'un des traits d'union entre quelques partis communistes de pays capitalistes*”¹⁷.

Tijdens de bijeenkomsten van de Internationale Kommunistische Beweging kwamen de divergerende opvattingen van de deelnemers aan het licht. De meningsverschillen omtrent concepten als ‘weg naar het socialisme’, ‘interne kritiek’, ‘internationale solidariteit’ en ‘marxismeleninisme’ maakten definitief een einde aan de eendracht en de uniformiteit. Ook binnen de KPB begon een deel van de militanten, vooral dan de Brusselse en Gentse geledingen, steeds meer belang te hechten aan de kritiek dan aan de solidariteit : het kleine groepje rond Jef Turf bijvoorbeeld, kon juist door haar marginale positie binnen de partij radicale standpunten innemen, terwijl de leiding vooral voorzichtig de brokken bleef lijmen tussen de Waalse federaties. In die zin was er dus wel degelijk een verband tussen de vorm van de ideeën en de maatschappelijke / partijpolitieke positie van de producenten ervan. In tegenstelling tot de KPB namen de communistische partijen van Italië, Spanje en Frankrijk geen blad meer voor de mond en bekritiseerden zij openlijk de KPSU voor haar politiek ten aanzien van de zogenaamde dissidenten.

Voor een kleine partij als de KPB stond het doorsnijden van de band met de Sovjets evenwel gelijk aan het verloochenen van de eigen identiteit. Maar het zwijgen over de dissidenten betekende tegelijk het falen van alle pogingen die sinds het midden van de jaren 1950 ondernomen waren geweest om een diepere verankering te vinden in de Belgische samenleving.

Verdeeldheid, maar wat met de Vlaamse component ?

Tijdens de congressen van de KPB op het einde van de jaren 1970 werd duidelijk dat in België het eurocommunisme vooral gekoppeld was aan de interne organisatie en de band met de socialistische landen. Aan Vlaamse zijde werd het bovendien gelinkt aan een federalisering van de partij. Wat die federalisering betreft en de Vlaamse component in het Belgische communisme, laat Nicolas Naif ons een beetje in het ongewisse. Daardoor neemt hij eigenlijk voor een stuk het discours van de partij over. Maar de auteur refereert bijvoorbeeld wel naar een interview en het boek van Jef Turf, *Een politieke identiteit voor de communisten* (1977). Dat was, in bedekte termen, een manifest voor het eurocommunisme en vormt als dusdanig een interessante bron voor dat fenomeen in België. Dit boek kende een relatief succes op de Vlaamse markt, maar wordt slechts vrij kort toegelicht. Daarenboven wordt de Vlaamse fractie in de KPB niet echt gekoppeld aan de bredere maatschappelijke context in Vlaanderen sinds de Tweede Wereldoorlog (met o.a. de positie van extreem-rechts,

¹⁷ NICOLAS NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique...*, p. 147-148.

de sociaal-economische ontwikkeling, de sterke institutionalisering en de rol van de christen-democratie). We vernemen dat het eurocommunisme 'in de mode' was in sommige Vlaamse intellectuele middens van de jaren 1970-1980. Maar wie was Turf, sociologisch gezien? En wat verklaarde zijn succes in Vlaanderen?

Nicolas Naif staat daarentegen lang stil bij een sessievoorbereidende tekst van Claude Renard van 1978 over de evolutie van het internationalisme, in termen van een toenemende diversificatie. Dat was een belangrijk rapport omdat het als dusdanig voor het eerst de hele partij bond. Het was een eerste publieke en officiële *outing* van de KPB wat betreft het eurocommunisme. In de bespreking ervan in de *Drapeau rouge* werd het eurocommunisme omschreven als 'een positieve realiteit' die het midden hield tussen solidariteit en onafhankelijkheid. Naif heeft het over "*(une) reconnaissance des convergences d'idées et de spécificités dans les pratiques propres à chaque PC*"¹⁸. Maar terwijl aan Vlaamse kant de artikelen over het eurocommunisme in aantal bleven toenemen, bleef men aan Franstalige zijde nog steeds een vorm van autocensuur hanteren in de benadering ervan... en dat wanneer op internationaal vlak de aftocht van het eurocommunisme al was ingezet. Dat is, als men, zoals Naif doet, de opkomst of afgang van het eurocommunisme impliciet verbinden met de éénsgezindheid of niet tussen socialisten en communisten of tussen de buitenlandse communisten onderling – waarmee eigenlijk ook wordt aangegeven dat het eurocommunisme als

dusdanig geen eigen draag – of wervingskracht had.

Het einde van de KPB en andere communistische partijen hield niet enkel verband met hun houding ten aanzien van het eurocommunisme (en de interne verdeeldheid die het veroorzaakte). Nicolas Naif merkt trouwens op dat de term intussen meer een bewijs van goed gedrag geworden was dan 'een actief concept'. Het einde had in de eerste plaats natuurlijk te maken met het compleet voorbijgestreefd maatschappelijk project van die partijen (o.a. hun blijvende identificatie met 'de arbeidersklasse' en hun streven naar "een vreedzame, democratische en pluralistische weg naar het socialisme"). Ze waren er niet in geslaagd om zich te vernieuwen ten aanzien van maatschappelijke veranderingen zoals de uitbreiding van de tertiaire sector, de opkomst van het regionalisme, het verleggen van de strijdvelden en, globaal gezien, de toenemende complexiteit van de politieke en economische wereld. De tegenstelling tussen het nationale kader en de zogenaamde teleologische dimensie van het communisme – het constante spanningsveld dat er bestond tussen het sociaal-politieke en het internationale aspect – werd daarbij onoverbrugbaar. Ook de KPB was zich bewust van die evolutie, maar kon zich niet aanpassen: het gebrek aan kiezers en de meningsverschillen tussen militanten, vooral over de kwestie van de internationale solidariteit, herleidden de partij tot een loutere discussieclub, waar enkel nog de teksten een bewijs van het eigen bestaan waren.

¹⁸ NICOLAS NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique...*, p. 204.

Vandaar waarschijnlijk dat Nicolas Naif de communistische ideologie bekijkt als voornamelijk een systeem van ideeën (en teksten). Maar een ideologie is ook veel meer dan een geheel van ideeën, en ze staat altijd in verbinding met de maatschappelijk realiteit waarin ze wil ingrijpen. Ideologieën hebben een functie en dat is (via machtsuitoefening) de maatschappij / de partij veranderen / bestendigen. Vanuit die optiek kan het ook interessant zijn om de KPB te benaderen vanuit organisatiesociologisch standpunt: partijen zijn immers niet enkel de vereenzelviging van breuklijnen in de samenleving, maar ze worden ook gekenmerkt door interne breuklijnen tussen mensen die verschillende objectieven en doelen nastreven, die vaak aan elkaar tegengesteld zijn. Vanuit dat oogpunt wordt het hoofddoel van die organisatie of partij simpelweg overleven. De KPB heeft zich lang telkens opnieuw weten te regenereren en instandhouden, maar uiteindelijk werden de verschillen te groot om nog overwonnen te kunnen worden.

Eva Schandevyl

VI. Histoire culturelle / Culturele geschiedenis

FRANK SEBERECHTS (DIR.)

«**Duurzamer dan graniet. Over monumenten en Vlaamse beweging**»

Tielt, Lannoo/Perspectief uitgaven, 2003, 182 p.

L'œuvre monumentale de Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, a suscité des ouvrages en Allemagne, en Italie, en Hollande, en Wallonie et en Flandre. Certes, aucun n'a la prétention de rivaliser avec l'œuvre initiale,

devenue en elle-même un véritable 'lieu de mémoire'. Mais surtout, les héritiers de l'académicien français ont restreint la notion de 'lieux' à son acception géographique et monumentale, sans reprendre la dimension symbolique (le drapeau, la *Marseillaise*) ou idéelle (les Droits de l'Homme, le *Larousse*) que lui avait pourtant donnée Pierre Nora. C'est également le cas du présent ouvrage, commandé par Lannoo, qui interroge avec intelligence les 'lieux de mémoire' du Mouvement flamand, au travers des monuments civils et funéraires.

Dans l'ensemble, il faut souligner la qualité des contributions: bien documentés, solidement contextualisés et finement analysés, les monuments apparaissent comme des sources d'une extraordinaire richesse pour l'histoire culturelle en générale et l'histoire de la mémoire en particulier. Ce livre a incontestablement le mérite d'ouvrir le champ de la recherche sans l'épuiser. Il invite le lecteur à parcourir l'histoire du sentiment national flamand, de ses différentes sédimentations et, parfois, de ses écueils.

La structure du livre est fondamentalement chronologique. Après un beau chapitre, signé par Jan Art, sur l'historiographie des lieux de mémoire et une première analyse des noms de rue (dont les datations posent des problèmes insolubles), les contributions suivantes montrent l'évolution nette de l'identité flamande du 19^e au 20^e siècle.

Au 19^e siècle, les monuments flamands nourrissent l'identité belge tout en valorisant un patrimoine culturel flamand ancien: les gloires nationales viennent

légitimer le nouvel État indépendant. Tom Verschaffel distingue trois catégories de gloires nationales présentes en Flandre : les savants et les artistes (peintres comme Rubens, Jordaens ou Van Eyck; écrivains comme Stévin, Van Maerlant, etc) sont les plus nombreux, les bons souverains sont également éternisés dans la pierre, ainsi que les combattants de la liberté (Van Artevelde, Breydel, etc). Si au départ l'exaltation de la lutte nationale pour la liberté est au service d'une identité belge, elle va petit à petit se transformer en une lutte au seul profit des libertés flamandes et finalement devenir anti-belge. En fait, la polysémie des monuments permet ces réinvestissements de sens au fil du temps; mais également l'accaparement ou le détournement idéologiques de certaines figures nationales (songeons aux polémiques autour de l'érection du monument aux comtes d'Egmont et Horne à Bruxelles). Or, ces luttes idéologiques se retrouvent au sein même du Mouvement flamand. Ainsi, lors du centenaire de la guerre des Paysans, les catholiques au pouvoir s'emparent de l'événement. Remarquons, toutefois, qu'une analyse plus approfondie des modes de financement, des comités de soutien et des discours d'inauguration permettrait de montrer encore plus solidement combien même le centenaire de la guerre des Paysans reste ancré dans le cadre national belge, et que les élites catholiques et francophones de Flandre ont appuyé la création de monuments à la mémoire des héros et martyrs de 1798.

Quoi qu'il en soit, ce qui frappe en cette période, comme le souligne Verschaffel, c'est l'absence des hommes politiques flamands dans ce panthéon. D'ailleurs

lorsque, durant le dernier tiers du 19^e siècle, le Mouvement flamand se met à honorer ses propres héros, ce sont les chantres de la culture flamande, Henri Conscience en tête, qui sont mis en exergue bien plus que les leaders politiques. Les figures proprement flamandes sont plus récentes que les gloires nationales et ne concernent parfois qu'une partie de la société (catholique ou libérale). Il s'agit essentiellement d'écrivains et de poètes comme Guido Gezelle ou Albrecht Rodenbach, mais on trouve également des figures plus sociales comme l'abbé Adolf Daens. Toutes ces figures sont désormais au service de la cause flamande, même si l'appartenance flamande ne s'oppose pas encore au patriotisme belge. Les discours d'inauguration comme les cantates créées pour l'occasion sont ainsi dédiés à la gloire du Mouvement flamand. En outre, nombre de ces monuments représentent le génie flamand, tandis que le portrait du grand homme se réduit à un simple médaillon.

Il faut attendre la Première Guerre mondiale pour que les mémoires flamande et belge commencent à s'opposer. L'évolution des monuments, analysée par Jeffrey Tyssens, en témoigne largement : alors qu'au 19^e siècle, identités nationale, flamande et locale se renforçaient les unes les autres, au 20^e siècle on assiste à l'effacement (voire à la disparition) de la dimension nationale et au renforcement de la dimension locale pour exprimer l'identité flamande. Mais surtout, l'aile radicale du Mouvement flamand va s'emparer du culte des morts qui triomphe partout au sortir de la guerre et lui donner des formes propres et anti-belges. En effet, dans les cimetières apparaissent des tombes à forte

charge symbolique (notamment l'inscription AVV-VVK) qui suggère un culte politique des morts en rupture avec le culte officiel porté par les instances nationales (funérailles nationales des héros civils en 1919 et du Soldat inconnu en 1922). Ces tombes deviennent des sortes de 'contre-mémoires' qui érigent des traîtres (frontistes et activistes) au plan national en martyrs de la cause flamande. Le thème du martyr est particulièrement important au sein de la mystique romantique flaminguante et s'étend à l'ensemble des sacrifices consentis par les Flamands durant la guerre pour une cause qui ne serait pas la leur. La tour de l'Yser (analysée par Frank Seberechts) d'inspiration à la fois chrétienne et flamande – et qui suscitera des conflits virulents entre les flamingants et les patriotes – en deviendra le symbole le plus visible. C'est également durant l'Entre-deux-guerres, soit en 1922, que le *Vlaamse Toeristenbond* (présenté par Marnix Beyen) voit le jour. Cet organisme qui concurrence directement le Touring Club de Belgique participe à la mise en valeur du patrimoine flamand, ainsi qu'à la construction de monuments à des écrivains flamands, comme Peter Benoît, dans une optique nationaliste imprégnée de nostalgie passiste et anti-moderniste. Bref, la guerre 1914-1918 marque un tournant profond dans l'expression de l'identité flamande, comme dans son combat. La Seconde Guerre mondiale et ses suites n'apporteront pas de réelles nouveautés, mais approfondiront les tendances de l'Entre-deux-guerres. À cet égard, l'analyse que Bruno De Wever fait de la réhabilitation des collaborateurs dans la mémoire du Mouvement flamand est éclairante. L'aile radicale flamande (*Volksumio* ou *VMO*) esquisse même un

lien métaphorique entre les 'martyrs' flamands de 1914-1918 et les anciens combattants du front de l'Est, tandis que d'autres extrémistes proposent de dédier une rue à August Borms ! Mais, jusqu'ici, ces tendances n'ont cessé de susciter la polémique. La tombe de Staf De Clercq réalisée sous l'occupation allemande fut dynamitée. D'autres tombes ont été saccagées après guerre. Incontestablement, la réhabilitation des 'collabos' ne fait toujours pas l'unanimité.

D'ailleurs, on peut se demander si le Mouvement flamand, à force de valoriser des figures de traîtres transformés en martyrs, n'a pas creusé un fossé entre sa mémoire 'officielle' et la mémoire 'vive' de nombreux Flamands qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans ces figures...

Laurence van Ypersele

JO TOLLEBEEK & LIESBET NYS MET DE MEDEWERKING VAN LIEVE
GEVERS, LOUIS VOS & RUBEN MANTELS
«De stad op de berg. Een geschiedenis van de Leu-
vense universiteit sinds 1968»
Leuven, Universitaire Pers, 2005, 380 p.

Een universiteit is een heel veelzijdige en complexe instelling. Niet enkel omdat ze specifieke functies vervult, verschillende sociale groepen omvat, meerdere bestuursniveaus telt, maar vooral omdat ze sterk ingebed ligt in de samenleving en er diverse relaties mee onderhoudt. De recente geschiedenis van de Katholieke Universiteit Leuven te boek stellen, is dan ook geen gemakkelijke opdracht. Jo Tollebeek en zijn collega's Liesbet Nys, Lieve Gevers, Louis Vos en Ruben Mantels hebben deze moeilijke opdracht op een uitstekende wijze vervuld.

Ze kozen voor de behandeling van een breed spectrum van thema's. Het scheidingsverhaal van 1966-1969, de structuren, de professoren, de studenten en het administratief en technisch personeel, onderwijs, onderzoek en dienstverlening, de materiële infrastructuur, het financiële beleid en de relaties met de levensbeschouwelijke stromingen komen alle uitvoerig en via een thematisch-chronologische aanpak aan bod. Maar naast deze veeleer voor de hand liggende thema's, is er ook ruimte voor "modernere" onderwerpen. Zo komt de bureaucratiseringstendens op verschillende domeinen goed uit de verf, is er een interessant stuk waarin het zelfbeeld van de universiteit geconstrueerd wordt vanuit de herdenkingen, de rituelen en de activiteiten van de alumni en is ook de analyse van engagement, ethos en zingeving uitgegroeid tot een genuanceerd hoofdstuk. Alle onderdelen bevatten uiteraard nieuwe gegevens, maar sommige zijn qua aandachtspunten ook vernieuwend. Zo is het verhaal over het professorenkorps opgebouwd rond de verschillende generaties die vanaf 1968 actief waren en wekken fenomenen als de terugkeer van de "kolonialen", de uittredende priesters, de ex-seminaristen en de dynastievorming de belangstelling van de auteurs. Ook de vrouwelijkingproblematiek wordt met zorg bestudeerd. Technisch moeilijker materies als het financiële beleid en de bouwpolitiek worden dan weer op een zeer verstaanbare wijze gebracht. In het *Balans*-hoofdstuk worden de thema's vervolgens samengebracht, waardoor het boek een grotere eenheid krijgt, hoewel de lezer ook elders niet gestoord wordt door een te strakke fragmentering. De twee hoofdauteurs hebben overigens zorgvuldig

gewaakt over eenheid in aanpak en stijl.

Het boek is voortreffelijk gedocumenteerd. De universiteit stelde haar meest recente archieven open en daar is op een intense wijze gebruik van gemaakt, evenals van talrijke interviews met geprivilegieerde getuigen. De variëteit van uitgegeven bronnen is eveneens groot en uiteraard kennen de auteurs goed de bestaande literatuur. Bij elk onderdeel stellen ze een op de inhoud gerichte beredeneerde bibliografie op en de onderzoeker die bepaalde onderwerpen verder wil uitdiepen kan terugvallen op een nuttig overzicht van de Leuvense archivalia en publicaties.

De toon van dit boek past bij het Oosterlinck-tijdperk : zakelijk en kritisch. Hoewel er met (te) weinig cijfers werd gewerkt, overheerst toch nuchterheid en realisme. Moeilijk of delicate ontwikkelingen en problemen worden niet onder de mat geveegd. De moeizame doorbraak van vrouwen op hogere echelons, de financiële problemen die met de bouw van sommige prestigeprojecten gepaard gingen, de kloof tussen academisch personeel en het Administratief- en Technisch Personeel (ATP), de noodzakelijke sanering van het ziekenhuis : die en andere netelige onderwerpen krijgen ruim aandacht. En wie in Leuven bestuursverantwoordelijkheid gedragen heeft, moet zich niet aan een hagiografie verwachten. Op een pragmatische wijze wordt de balans gemaakt van wat tot stand werd gebracht, zonder dat de zwakkere resultaten verzwegen worden. Misschien is het jammer dat deze groep bestuurders nergens sociologisch geduid worden. Ze hebben immers in belangrijke mate mee de evolutie van de universiteit bepaald.

De biografische inspanningen zijn vooral naar de drie rectoren gegaan die Leuven tussen 1968 en 2005 geleid hebben. Zowel Pieter De Somer, Roger Dillemans als André Oosterlinck beschikken voortaan over een voortreffelijke biografie waarin de rol van afkomst, opleiding, netwerkvorming en machtsposities helder geanalyseerd worden en de kritische geluiden over hun beleid niet onvermeld blijven. Zowel uit de structuur van het boek als uit de conclusies blijkt dat zij volgens de auteurs de evolutie van de universiteit dragen. De Somer staat voor de jeugdige, open dynamiek van de onafhankelijke universiteit op de meest diverse terreinen; Dillemans voor een meer offensief beleid dat de eigen identiteit maatschappelijk verankert en onder Oosterlinck past de KULeuven zich aan de moderne kennismaatschappij, aan de internationalisering en de Europeanisering aan, en ligt de klemtoon op de *research*-universiteit. De rectoren leggen dus eigen accenten die de auteurs in de verschillende hoofdstukken goed aan bod laten komen, maar die thematisch-chronologische benadering laat anderzijds ook zien hoezeer de universiteit een instelling is waarbinnen continuïteit heerst en rectoren zich daaraan aanpassen.

Is met dit boek alles gezegd over de Leuvense universiteit? Er is (gelukkig) nog ruimte voor verder onderzoek. Zo is dit geen discipline-geschiedenis geworden. Meerdere disciplines komen ter sprake bij de analyse van de *centers of excellence*, maar daar blijft het grotendeels bij. En ook op de zo belangrijke derde geldstroom wordt niet diep ingegaan. De financiële vervlechtingen met de industrie en de constructies die terzake opgezet werden blijven onderbelicht. Weinig aandacht

is er voor de rol die de KULeuven in de Vlaamse universitair-politieke wereld speelt. De stad staat inderdaad heel alleen op de berg. Het comparatief perspectief wordt af en toe wel aangeraakt, maar nog nergens systematisch uitgewerkt.

Maar hoe dan ook, met dit werk hebben de auteurs een zeer wezenlijke bijdrage geleverd tot de moderne universiteitsgeschiedenis in het algemeen en tot die van Vlaanderen in het bijzonder. Ze verdienen daarvoor alle lof. Hopelijk wekt hun voorbeeld navolging in andere Vlaamse universiteiten om zo tot een globaal beeld te komen van de Vlaamse Tuinen van Academos in de tweede helft van de 20^{ste} eeuw.

Els Witte

VII. Biografie / Biographie

CHRISTINE VAN EVERBROECK
**«August Borms. Zijn leven, zijn oorlogen,
zijn dood»**
Amsterdam/Antwerpen, Meulenhof/Manteau,
2005, 480 p.

Zestig jaar nadat hij werd gefusilleerd, blijft de figuur van August Borms (1878-1946) de historicus en de Vlaamse / Belgische openbare opinie naar het woord van de dichter “vreemd wezen”. Christine Van Everbroeck heeft nu een boeiend boek over hem geschreven. Zij is een Franstalige historica, die in het Legermuseum werkt en in 1997 aan de ULB is gepromoveerd op het proefschrift *L'activisme entre condamnation et réhabilitation : influence de l'activisme et des activistes sur le développement du nationalisme flamand dans*

l'entre-deux-guerres : contribution à l'histoire du nationalisme flamand.

Het is goed dat Christine Van Everbroeck aan het begin van haar werk de termen preciseert waarmee zij de actoren van de Vlaamse beweging benoemt. Met “flaminganten” bedoelt zij Vlamingen “die gelijke rechten voor Vlaanderen in een Belgisch kader wilden verkrijgen. Er moet een onderscheid gemaakt worden met de Vlaams-nationalisten die we extremistische flaminganten zouden kunnen noemen. Zij dromen van een onafhankelijk Vlaanderen en gaan tot het uiterste in het federalisme, soms zelfs tot de vernietiging van België” (12). Opmerkelijk in dit verhaal is vooral hoe de in alle opzichten extremistische August Borms erin is geslaagd, door de mythe die hij grotendeels zelf rond zijn persoon heeft gecreëerd, op de Vlaamse politieke geschiedenis en gedurende een paar decennia ook op de strategie van de gematigde flaminganten invloed uit te oefenen.

Het verhaal van August Borms’ jeugd- en vormingsjaren verschilt nauwelijks van dat van andere bekende Vlaamse katholieke intellectuelen die in de eerste helft van de vorige eeuw een rol hebben gespeeld in de Vlaamse beweging. Onderwijs met het Frans als voertaal, zowel voor de scholier in het kleinseminarie in Sint-Niklaas, als voor de student Germaanse filologie aan de Katholieke Universiteit in Leuven. Engagement in de katholieke flamingantische scholieren- en studentenbeweging, ultramontaans geïnspireerde en kleinburgerlijk anti-socialisme proclamerende scholieren- en studentenbeweging.

De regering stuurde August Borms en drie andere Belgische leraren in 1903 naar Peru,

om er te werken aan een onderwijshervorming. De avontuurlijke Borms vertrok vijf dagen na zijn huwelijk. Hij genoot van de reis en van reistochten door het onbekende Zuid-Amerika, zijn oudste dochters werden er geboren maar veel professionele voldoening blijkt er niet te hebben ingezeten. Zijn door heimwee gekwelde en door aardbevingen getraumatiseerde vrouw «*Rientje*» kwam in februari 1906 terug, hijzelf een half jaar later. Met de biografie, die het hele levensverhaal vertelt met bijzondere aandacht voor het lot en de levensomstandigheden van het gezin en van de vrouw op de achtergrond, stelt de lezer niet zonder verbazing vast dat Borms aan deze Zuid-Amerikaanse ervaring helemaal geen politieke conclusies had overgehouden.

Weldra zag men nu de jonge academicus en atheneumleraar op alle fronten van de Vlaamse beweging opdagen, in het Algemeen Nederlands Verbond, in propaganda voor het Nederlands in Frans-Vlaanderen, ook in de kringen van de vrijzinnige flaminganten. Maar vooralsnog toch hoofdzakelijk bij de aanhang van Frans van Cauwelaert : onverpoosd op stap, ter verovering van macht in de katholieke partij om, mede in de wetenschap dat het algemeen stemrecht er zat aan te komen, zowel de macht voor de partij te behouden als de vernederlandsing van het openbaar leven in Vlaanderen door te drukken. De actie culmineerde vanaf 1911 in de propaganda voor de vernederlandsing van de Rijksuniversiteit Gent. Vlaamse parlementsleden uit de drie Belgische partijen dienden een voorstel van wet in tot geleidelijke vernederlandsing van de Gentse universiteit. Ondanks jarenlange ononderbroken agitatie, waarbij August

Borms als redenaar en volkstribuun in heel Vlaanderen populair was geworden, lukte het de flaminganten niet het voorstel voor de Eerste Wereldoorlog goedgekeurd te krijgen, evenmin als de voorstellen om de Belgische legerofficieren tot tweetaligheid te verplichten. In het arrondissement Gent en in Oost-Vlaanderen slaagden de katholieke flaminganten er niet in de macht van hun conservatieve partijgenoten, tegenstanders van de democratisering en van de vernederlandsing te breken. De ontgoocheling over de gang van zaken was vooral groot in de kring van Borms' vrienden uit het kleinseminarie en uit Leuven : zijn broer Jan Borms, de oogarts Reimond Speleers, de ambtenaar Lodewijk Dosfel, de leraar Jozef Goossenaerts, de jurist Karel Heynderickx, de apotheker Hildward Van der Spurt. De kring leek rijp voor dissidentie. Christine Van Everbroeck bespeurt hoe Borms stilaan zijn geloof verloor in de bekwaamheid van de politici om hun problemen op te lossen.

Vroeger dan de meeste van die vrienden bleek August Borms bereid in te gaan op de *Flamenpolitik* die de Duitsers begonnen te voeren, nadat zij in 1914 het grootste deel van het Belgische grondgebied hadden bezet. In de eerste bezettingsmaanden, zo blijkt uit de bronnen, was de verwarring bij de in het land gebleven flaminganten vrij groot was. Reimond Speleers ging Frans Van Cauwelaert in Nederland opzoeken. Was dat, zoals hij later zelf beweerde, met de bedoeling de gezaghebbende politieke leider te vragen naar Vlaanderen terug te keren en er de eendracht in de rangen van de flaminganten te bewaren, of, zoals Christine Van Everbroeck lijkt te suggereren (p. 80), om mee de activistische toer op te gaan ? Van

Cauwelaert zelf heeft het verhaal noch ontkend noch bevestigd. Als de oogarts Speleers inderdaad naar hem is gestapt, is dat blijkbaar gebeurd voor hij een professoraat aan de vernederlandsste Gentse universiteit had aangenomen en aldus in het activisme was gestapt. Een teruggekeerde Van Cauwelaert zou er allicht evenmin als de in het land gebleven liberale en socialistische prominenten in geslaagd zijn al zijn medestanders van collaboratie af te houden.

Spoedig stak August Borms de Rubicon over. In zijn krant *Het Vlaamsche Nieuws* riep hij vanaf begin 1915 op tot voortzetting van de Vlaamse beweging onder de hoede van de door de meeste medeburgers verafschuwde Duitse bezetter. Zover als hij zouden zijn Oost-Vlaamse vrienden Reimond Speleers en Lodewijk Dosfel hun nek niet uitsteken. Zij bleken slechts tot medewerking bereid aan de beslissing van de Duitse gouverneur-generaal von Bissing in 1916 de Gentse universiteit te heropenen en te vernederlandsen. Borms ging wegen die zij nooit zouden gaan. Hebben die vrienden toen inderdaad gehandeld onder chantage, uit vrees dat de Duitsers de onder verdenking van spionage gearresteerde zwager van Dosfel zouden terechtstellen ? Zijn er bronnen die deze in de historiografie gemeengoed geworden hypothese overtuigend bevestigen ?

Weldra prees de onvermoebare August Borms de "zelfstandigheid van Vlaanderen" op activistenvergaderingen aan als de institutionele oplossing voor de Vlaamse problemen. In 1917, kort nadat 200 activisten een "Raad van Vlaanderen" – een marionettenparlement – in het leven hadden geroepen, legde von Bissing de

administratieve scheiding van België vast. Borms reisde herhaaldelijk naar Duitsland. Hij ging er in politieke kringen aandringen op verdere realisering van de Vlaamse autonomie en bezocht Vlaamse krijgsgevangenen in hun kampen en probeerde er ze van de deugdelijkheid van de activistische politiek te overtuigen. Op 22 december 1917 proclameerde de Raad, overigens zeer tot ongenoegen van de Duitsers, na de zoveelste speech van Borms, de onafhankelijkheid van Vlaanderen.

Begin 1918 dwongen de Duitsers de activisten verkiezingen voor een Tweede, hopelijk meer representatieve Raad van Vlaanderen te organiseren. Een operatie die in het bezette Vlaanderen bij de medeburgers lang niet het verhoopte succes oogstte en aanleiding gaf tot openlijke protestdemonstraties en fysiek geweld van verontwaardigde patriotten. In februari 1918 lieten Brusselse magistraten August Borms zelfs even oppakken. In de “Commissie van Gevolmachtigden”, het uitvoerend orgaan van de Raad, was hij ondertussen met de portefeuille “Nationaal Verweer” een soort Vlaamse minister van oorlog geworden. Nu zou het niet meer alleen om propaganda-activiteiten gaan, maar ook om bestrijding van politieke tegenstanders, met de onfrisse methodes die der gelijke opdracht impliceert. Gelukkig, ook voor Borms zelf, hadden de Duitsers te lang gearzeld om de activisten die macht in handen te geven. Christine Van Everbroeck doet ook dat aspect van de eerste collaboratie voor het eerst gedetailleerd uit de doeken.

Zijn optreden vervulde, ondanks de in dat laatste oorlogsjaar al flink georganiseerde

Bormscultus, ook veel flaminganten met bevreemding. Toen de Frontbeweging alle vertrouwen in de beloften van de Belgische regering had verloren en in mei 1918 enkele IJzersoldaten naar de Duitse kant van het front uitzond om te gaan praten met vooraanstaande activisten, hadden zelfs die radicalen geen behoefte aan contact met August Borms. Dat detail wordt door Christine Van Everbroeck niet gesignaleerd. De historica toont wel met sprekende cijfers aan dat Borms dankzij zijn engagement in de activistische collaboratie in dat laatste oorlogsjaar een vrij behoorlijk inkomen genoot en weerlegt daarmee het verhaal als zou het gezin van de zich idealistisch en onvoorwaardelijk voor Vlaanderen afslopende voorman in die periode in bittere armoede hebben geleefd, een verhaal dat zijn aanhangers tot vele jaren na zijn executie zijn blijven geloven.

Pas in februari 1919 slaagde de justitie erin de ondergedoken August Borms te arresteren. Het daaropvolgende geding was, naast dat van de professoren van de nederlandsche Gentse universiteit, het belangrijkste dat na de Eerste Wereldoorlog werd gevoerd. Het heeft, en ook dat maakt Christine Van Everbroeck in haar beknopt overzicht van het proces en van de interpretaties daarvan in de Vlaamse en in de Franstalige pers duidelijk, bij voor- en tegenstanders de beeldvorming over het activisme voor decennia bepaald. Borms werd tot de doodstraf veroordeeld, begenadigd, en hij ging voor 11 jaar de kerker in.

Het relaas van die gevangenisjaren onthult hoe de vrome katholieke August Borms ten koste van zijn vrijheid en tot rampspoed

voor zijn gezin een martelaarsrol wilde spelen. Hoe hij weigerde in te gaan op voorstellen van ministers om hem vrij te laten op voorwaarde dat hij zich van politieke activiteiten onthield. Hoe hij zelf de Vlaamse openbare opinie informeerde over zijn lot en zijn bedoelingen. Hoe aldus de ook door gematigde flaminganten gesteunde beweging ten gunste van amnestie voor de veroordeelde activisten sterker werd. Hoe buiten de gevangensmuren al maar meer Vlamingen in hem een symbool gingen zien en hoe er allerlei vormen van financiële steun voor zijn gezin van de grond kwamen. En ten slotte hoe hij vanuit de gevangenis Vlaams-nationalistische propaganda organiseerde en zelf zijn verkiezing voorbereidde.

Maar ik mis in het boek van Christine Van Everbroeck wel het beeld van de “hele” Belgische politieke realiteit van die jaren 1920. Toen lukte het de gematigde flaminganten niet de fundamentele doelstellingen van de Vlaamse beweging en de noodzakelijke taalwetgeving af te dwingen. Die politieke achtergrond verklaart waarom de Vlaams-nationalisten met succes konden stellen dat de unitaire structuur, ja, het bestaan zelf van de Belgische staat de realisatie van die doelstellingen in de weg stonden. Daardoor kreeg de anti-belgicist August Borms in die conjunctuur het imago van de martelaar en werd hij een idool. En dat bleef hij, ondanks zijn teleurstellende politieke wereldvreemdheid, in de jaren 1930, toen de flaminganten zich eindeloos ergerden aan de gebrekkige uitvoering van de taalwetten.

Christine Van Everbroecks beschrijving van het verloop van de tussentijdse verkiezing op 9 december 1928 waarbij

de wegens landverraad tot de doodstraf veroordeelde en gevangen gehouden August Borms in Antwerpen niet minder dan 83.000 stemmen op zijn naam kreeg, bevestigt dat men dit opzienbarende resultaat niet als instemming van al die kiezers met de ideeën van Borms en goedkeuring van het activisme mocht interpreteren. Maar dat hebben Borms zelf, een groot aantal van zijn aanhangers en ook zijn vele vijanden wel gedaan. Voor vele Belgische patriotten zou Borms zolang hij leefde een publieke vijand zijn.

De sensationele verkiezingsuitslag leidde ertoe dat het Belgische parlement niet alleen een amnestiewet maar ook de grote taalwetten goedkeurde. De in vrijheid gestelde August Borms was een decennium lang het voorwerp van allerlei huldigheden, werd door de Vlaams-nationalistische politici bij allerlei manifestaties veelvuldig als vlag gebruikt, maar het bleek spoedig hoe de wereldvreemde man niet in staat was een politieke rol van betekenis te spelen en invloed op de politieke ontwikkeling uit toe oefenen. Het verhaal van de in 1929 door hem opgerichte “Derde Raad van Vlaanderen”, een club van oud-activisten en andere radicale Vlaams-nationalisten, die zich hadden ingebeeld onder leiding van Borms vat te krijgen op de politieke ontwikkeling van het Vlaams-nationalisme, toont aan hoe gering die invloed in feite was. In de egocentrische geschriften die de man na zijn vrijlating publiceerde, ontbrak het helemaal aan een coherente politieke boodschap. Een nazi-auteur noemde wel Borms’ *Tien jaar in den Belgischen kerker* – allicht een decennium later dan dat in de biografie wordt gesignaleerd – een waardige concurrent van *Mein Kampf* voor de Vlamingen, maar dat “com-

pliment” getuigde vooral van de ijver van Duitse “Vlamingenvrienden” die bakens aan het uitzetten waren voor een tweede collaboratie.

En inderdaad, nadat Hitlers troepen ons land in 1940 hadden overweldigd, stak August Borms opnieuw de hand uit naar de bezetter. De justitie had hem bij de Duitse inval als verdachte opgepakt en de ellende die hij in gevangenissen en kampen in Frankrijk met andere Vlaamse verdachten had gedeeld, had hem gesterkt in de overtuiging dat de gehate Belgische staat in zijn persoon andermaal Vlaanderen had willen treffen. Hij werd voorzitter van de naar hem genoemde commissie die hemzelf en de na 1918 vervolgde activisten rehabiliteerde en schadevergoedingen toekende. Hij liet zich zien bij collaboratiemanifestaties, hoofdzakelijk in de kring van de Vlaamse SS, maar bij gelegenheid ook bij het VNV. Voor de bikkelharde strijd tussen de diverse collaboratiefracties had hij nauwelijks oog. Vermoedelijk opgemerkt door het groot publiek en zonder enige invloed op de politieke ontwikkeling beeldde hij zich in de grote verzoener te kunnen zijn tussen de Vlamingen die net als hij op een Duitse overwinning mikten.

Het zal in het jaar na de Bevrijding weinigen hebben verbaasd dat de repressierechtbank August Borms andermaal tot de doodstraf veroordeelde. In verhouding tot de collaboratiemisdrijven waaraan hij zich schuldig had gemaakt, was dat een zware straf. De regering die ertoe besloot het vonnis te laten uitvoeren, heeft vermoedelijk willen afrekenen met de publieke vijand die Borms sinds decennia in veler ogen was geworden. De beslissing de kreupele oude man op Goede Vrijdag 1946 te laten

executeren, zou spoedig een politieke fout blijken. Ofschoon de terechtstelling in de repressieperiode weinig publieke negatieve reacties had uitgelokt, was er binnenskamers veel verontwaardiging en kwam nauwelijks een jaar na de terechtstelling de Bormscultus tot nieuw leven. De jaarlijkse Bormsherenking bood tot lange tijd na de Tweede Wereldoorlog een fractie van de Vlaamse beweging vooral een tribune waar de amnestie-eis en de actuele strijdpunten werden geformuleerd. De mythe blijkt nog altijd niet helemaal afgebrokeeld. Maar de recente historiografie, en in het bijzonder het grondig onderzoek en de zeer genuanceerde conclusies van Christine Van Everbroeck, hebben ze in het licht van de feiten doorprikt. Een mythe die, tot verbazend onbegrip van de literatuurhistorici, zelfs de nuchtere zakenman Alfons De Ridder, alias Willem Elsschot (1882-1960), in 1947 tot een verontwaardigd Bormsgedicht had geïnspireerd.

Joris Dedeurwaerder

VIII. Histoire sociale / Sociale geschiedenis

GODELIEVE MASUY-STROOBANT &
PERRINE C. HUMBLET (DIR.)

«Mères et nourrissons. De la bienfaisance à la protection médico-sociale (1830-1945)»

Bruxelles, Éditions Labor, 2005, 282 p.

Depuis les travaux de Philippe Ariès ou, bien plus tard, d'Yvonne Kniebiehler, l'histoire de la famille et singulièrement celle de l'enfant et de la mère ont fait du chemin. Le petit livre publié sous la direction de Godelieve Masuy-Stroobant et Perrine C. Humblet en témoigne de manière élo-

quente. Après une introduction qui met en évidence l'importance des contextes, souligne les lignes de force d'une évolution et met en évidence en quoi l'histoire de la mère et de l'enfant renvoie à "bien d'autres histoires", le recueil nous propose une dizaine de contributions qui cernent progressivement et systématiquement, en une articulation à la fois chronologique, thématique et interdisciplinaire, son objet.

Marie-Sylvie Dupont-Bouchat introduit immédiatement à la réflexion par une contribution sur "Les origines de la protection de l'enfance en Belgique (1830-1914)". Elle y examine la définition même de l'enfant, selon l'âge ou le droit, notant les évolutions significatives. Elle traite ensuite des dangers que courent ces enfants, avant d'évoquer "la mobilisation de l'opinion publique" et ses conséquences conceptuelles, philanthropiques, et enfin publiques, soulignant à quel point le "modèle familial traditionnel et bourgeois" en sort renforcé.

La contribution de Éliane Gubin et Valérie Piette aborde la question par un autre angle, celui des "Femmes et mères au travail 1830-1914", examinant la place du travail de la femme, l'évolution de la législation et des pratiques sociales en matière de maternité, et enfin les structures de prise en charge des nourrissons, aboutissant, par un chemin un peu différent, à une conclusion similaire : la prégnance de plus en plus forte d'une norme bourgeoise pour les rôles de chacun au sein de la famille.

Quatre contributions (Perrine C. Humblet, Godelieve Masuy-Stroobant, Hedwige Peemans-Poullet, France Huart) analysent ensuite des contextes particuliers, qui prennent tout leur sens au tournant

des 19^e et 20^e siècles : la crèche, la maternité et les modalités d'accouchement, l'hôpital pour les tout-petits, et la force du mouvement associatif perçu par le biais des actions de la Société protectrice des enfants martyrs de Bruxelles. Chacune met en lumière les progrès de la lutte contre la mortalité des plus petits, l'institutionnalisation de l'action, les multiples canaux qu'elle emprunte et la polysémie qui la caractérise. En ce sens, comme le souligne Godelieve Masuy-Stroobant, le "choc de la guerre de 14-18" débouche sur une prise en charge de plus en plus médicale de la mère et de l'enfant, qui capitalise sur les avancées du dernier tiers du 19^e siècle et débouche sur la mise en place de l'ONE.

Les discussions de l'Entre-deux-guerres sur le travail de la mère (Éliane Gubin et Valérie Piette) montrent bien comment sont perçus à l'époque les enjeux des évolutions enregistrées en matière familiale et sociale autant que démographique, de quelle manière s'impliquent les mouvements féminins des grands courants idéologiques, quelles solutions, qu'il s'agisse des allocations familiales ou du retour des industries à domicile, émergent, alors que la crise des années 30 ne simplifie rien. Et, parallèlement, l'analyse de l'action de l'ONE, de sa création à la fin de la Seconde guerre mondiale (Claudine Marissal), confirme à quel point le destin de la mère et celui de l'enfant sont liés, tandis que se renforce l'encadrement de cette période toujours fragile de la grossesse, de l'accouchement et de la petite enfance.

Confrontant les situations belges et françaises, Vincent Gourdon et Catherine Rollet assurent en quelque sorte la conclusion du recueil, soulignant les ressem-

blances et les dissemblances des deux systèmes et permettant de mieux identifier quelques-unes des originalités belges.

L'ensemble constitue un modèle d'histoire à plusieurs mains, où les apports de chacun s'intègrent harmonieusement et débouchent sur un panorama particulièrement bienvenu de la manière dont une petite société industrialisée perçoit et traite ses mères et ses nourrissons.

Paul Servais

LIES VAN ROMPAEY

«Strijd voor waardering. Het COV van 1893 tot 1983»

Antwerpen/Apeldoorn, Garant, 2003, 423 p.

Deze lijvige monografie over de geschiedenis van het Christen Onderwijzersverbond (COV) kadert in de sedert 1983 volgehouden en doorgedreven onderzoeksinspanningen van de wetenschappelijke en interuniversitaire projectgroep, die zich onder de actuele leiding van Frank Simon en Marc Depaeye heeft toegelegd op het historisch onderzoek van het basisonderwijs in het algemeen en de onderwijzer(es) in het bijzonder. Globaal beschouwd heeft deze projectgroep zich sterk ingespannen om aansluiting te vinden bij de internationale onderwijs-historische onderzoeksagenda en in te spelen op de vernieuwende inhoudelijke en methodologische trends in de pedagogische historiografie, waarbij de klemtoon in de loop der jaren verschoof van de empirisch-sociale historiografie van opvoeding en onderwijs naar de "new cultural history of education". Beide hoofdpromotoren leiden deze studie

overigens in met een voorwoord, dat echter meer is dan dat, namelijk een kort overzichtsartikel, waarin de groei van de Belgische onderwijsgeschiedenis sedert de jaren 1970 systematisch wordt voorgesteld en bibliografisch ontsloten. In hun kritische inleiding benadrukken ze, enerzijds, de heuristische 'titanenstrijd' die de auteur heeft geleverd, en, anderzijds, het feit dat deze geschiedenis van de christelijke vakbond vooral gebaseerd is op interne bronnen, die door de vakbondstop werden geproduceerd. Daardoor geeft deze reconstructie van het interne discours van het COV hun inziens nog te zeer een officiële lezing van de geschiedenis van de vakbond, die zou moeten worden gecompleteerd door het onderzoek van bronnen die aan de basis en buiten de vakbonden werden geschreven. Het is inderdaad evident dat bijvoorbeeld het aartsbisschoppelijk archief te Mechelen (Fonds Mercier, Fonds Van Roey,...), het archief van de 'Guimardstraat' en de papieren van katholieke politici in het algemeen rijksarchief (vanaf Charles de Broqueville, François Schollaert en Prosper Pouillet tot Pierre Harmel) veel bronnen bevatten met informatie over de relatie tussen het COV, het episcopaat en de politieke beschermheren van de katholieke onderwijzers.

Lies Van Rompaey behandelt systematisch de drie – syndicale, pedagogische en christelijke – pijlers waarop het COV werd gebouwd. Kwantitatief beschouwd diept deze studie vooral de periode na de Tweede Wereldoorlog uit : de periode 1893-1944 beslaat een vijftigtal pagina's (p. 25-78), terwijl het meeste aandacht uitgaat naar de periode 1944-1983 (p. 81-381). Aangezien het hoofdstuk over de periode 1893-1944

een synthese vormt van de bestaande literatuur en dus een beeld geeft van de stand van het onderzoek, komen een aantal leemtes voor en blijven een aantal verbanden bedekt. Zo wijst de auteur op de relatie tussen het christelijk onderwijzers-syndicalisme en het Daensisme. In dat verband wil ik erop wijzen dat kardinaal Mercier zich na zijn aantreden als aartsbisschop in 1906 onmiddellijk heeft ingespannen om tegemoet te komen aan de verzuchtingen van “zijn” leerkrachten inzake materiële lotsverbetering en de katholieke regering onder sterke druk heeft gezet om werk te maken van de lagere schoolwethervorming. Dat heeft onder meer te maken met zijn streven om de katholieke onderwijzer uit het vaarwater van de zich radicaliserende christendemocratie te houden en hun loyaliteit aan de gevestigde katholieke orde te verzekeren. Als uiting van radicale christendemocratie dient het Daensisme overigens als een variant van sociaal modernisme te worden geduid. In de periode voor de Eerste Wereldoorlog maakte de katholieke kerk immers een bijzonder diepe crisis van het traditionele, katholieke betekenis-systeem door. Na de veroordeling van het modernisme in 1907 (encycliek *Pascendi*) door Pius X werd de rol van het katholiek onderwijs en van de leerkrachten nog sterker gerelateerd aan hun functie als overdragers van de katholieke orthodoxie. Meer zelfs, de eucharistische ‘revolutie’, die Pius X met zijn eucharistische decreten uit de jaren 1905-1910 (frequente communie, vervroeging van de kindercommunie van ca. 12 naar 7 jaar) inluidde, hield in dat de onderwijzer(es) een nog belangrijkere taak kreeg toebedeeld in de ondersteuning van de parochiale clerus bij de promotie van die christocentrische, religieuze kinder-

cultuur. En die moest de toekomstige generaties uiteraard behoeden tegen de infectie van een moderne ketterij als het modernisme. De auteur verwijst wel naar Merciers toespraak op de onderwijzers-retraite van 1909 – waarop hij de rol van de onderwijzers als “rechterarm” van de pastoors benadrukte (p. 41) – maar de context waarin de kardinaal dat statement aflegde en de onderwijzers het Christus-archetype van ‘de Grote Onderwijzer van Nazareth’ voorhield, blijft dus onderbelicht. 1909 is immers ook het jaar waarin het Katholiek Congres van Mechelen niet alleen de school(subsidie)gelijkheid als politieke topprioriteit op de katholieke regeringsagenda plaatste, maar ook een omvattend religieus-educatief offensief inzette. Een ander voorbeeld kan de nood aan een meer uitgewerkte religieus-historische contextualisering illustreren.

Na de Tweede Wereldoorlog poogde de proost de religieuze beleving in het COV te hernieuwen, hetgeen zich onder meer uitte in het opzetten en ontwikkelen van een traditie van (devote) reizen. Die COV-initiatieven hadden ook kunnen gerelateerd worden aan de globale en systematische poging van de kerk om het fenomeen van het doorbrekende massatoerisme in religieuze banen te leiden via het opzetten van nieuwe, gespecialiseerde zuilinitiatieven. De auteur brengt een massa interessante gegevens aan. Zeer revelerend is bijvoorbeeld dat het COV in zijn ledentijdschrift *Christene School* een tribune gaf aan de katholieke Leuvense moraaltheoloog Louis Janssens om doctrinaire kritiek te uiten op Pierre Harmels Senaatsrede van maart 1952. Diens voorstellen om technische scholen met gemengd (levensbeschouwelijk pluralis-

tisch) beheer op te richten, botste in het COV op gewetensbezwaren en een radicaal neen. De auteur had Harmels standpunten, waarvan ze het innoverende karakter benadrukt, nog explicieter aan de filosofische en politiek-ideologische vernieuwing langs christelijke zijde kunnen relateren. Treft de auteur een concept als 'christelijk humanisme' in COV-bronnen uit 1952 (p. 164) aan, dan vergt dat toch ook enige contextualisering ter duiding van de draagwijdte ervan. Globaal beschouwd zijn het precies de ingrijpende religieuze evoluties – van (anti)modernisme en integraal-katholiek contralaïciseringsoffensief onder Pius X via Katholieke Actie en Eucharistische Kruistocht tot Vaticanum II naar 'postreligieus' christendom – die meer hadden kunnen worden uitgediept, teneinde de evolutie van de christelijke pijler van het COV en van de religieus-educatieve rol van de onderwijzer doorheen die lange periode sterker te belichten.

Maar Lies Van Rompaey legt zeer goed de sociaal-politieke netwerking en pressieactiviteiten van de COV-top bloot in de hoofdstukken over de schoolpolitieke besluitvorming na 1945. Haar studie vormt dan ook zowel een bijdrage tot de geschiedenis van het fenomeen van de drukkingsgroepen en de 'consultatieve' democratie die in België zo sterk ontwikkeld is. Ze had haar analyses en reconstructies echter ook op een meer politiek-sociologisch niveau kunnen tillen door de literatuur over collectieve actie en pressiegroepen in het bijzonder te consulteren. Ook in eigen land is er sedert Yvo Nuyens' *Pressiegroepen in België* (1965) toch heel wat over dat fenomeen gepubliceerd. Zo had de auteur het scala van actiemiddelen

van het COV bijvoorbeeld typologisch – van discreet politiek lobbywerk tot deelname aan politieke massabetogingen (1955, 1958) en staking (1978) – kunnen analyseren. Een actiemiddel dat het COV in het kader van de schoolstrijd mee aanwendde – de boycot van het schoolsparen – sneed, zo stelt de auteur vast, ook in het eigen vlees van de christelijke leerkrachten, die daardoor moeilijker aan een goedkope hypothecaire lening raakten. Gelet op de optie van de auteur om zich qua bronnenonderzoek toe te spitsen op de naoorlogse periode is het logisch dat de fasen van de lagere schoolwethervorming (1895-1914) minder uitgewerkt zijn. Het inhoudelijk bijzonder verrassend en innovatief wetsvoorstel van Arthur Verhaegen (p. 48-49), dat in 1902 werd gelanceerd, had echter meer aandacht verdiend, te meer daar Verhaegen het meermaals opnieuw bovenhaalde in de jaren voor de Eerste Wereldoorlog. Dat voorstel strekte immers tot veel meer dan alleen maar een loonsubsidie hervorming. Als poging tot 'nationale' pacificatie van de schoolstrijd contrasteerde het immers zeer sterk met de katholieke en antiklerikale 'partijwetten' die in de periode werden voorgesteld. Het schoolcompromis van 1937 (p. 73) is inderdaad wel een stap in de richting van het Schoolpact maar de eerste (schoolpolitieke) aanzet(ten) tot de pacificatiedemocratie mogen dus heel wat eerder worden gesitueerd. De tijdelijke loonsupplementen van 1911 en de pensioenwet van 1912 (p. 49) moeten ook worden geïnterpreteerd als tegemoetkomingen van de katholieke regering de Broqueville, die na de val van de regering Schollaert (juni 1911) zich van de electorale steun van de katholieke onderwijzers – als '*grands électeurs*' –

wilde verzekeren in de aanloop naar de cruciale verkiezingen van juni 1912. Op de politieke ruil tussen de verhoging van de vrije onderwijzersloonsubsidies (wet van 13 november 1919) en de invoering van het algemeen enkelvoudig stemrecht had de auteur ook wel kunnen wijzen. Maar dat de COV-topfiguren vanaf de beginperiode met C. De Bruyne ten tijde van minister Prosper Pouillet en met F. Valvekens ten tijde van de schoolstrijd 1950-1958 en nadien zich bijvoorbeeld als gedreven en efficiënte lobbyisten deden gelden, toont de auteur duidelijk aan. Uiteraard schakelde het COV zich actief in in de structuren van het tripartiet sociaal overleg na het Sociaal Pact van 1944. Het ijveren voor de oprichting van paritaire organen (p. 116) in de naoorlogse jaren reikt echter veel verder in de tijd terug. Het is evident dat het COV voor de Eerste Wereldoorlog reeds streefde naar een grotere bescherming van zijn leden ten opzichte van de willekeur van lokale schoolcomités. Dat het COV van de oprichting van het Katholiek Schoolverbond (1907) gebruik maakte om te pogen een soort sociaal overlegsysteem (COV, episcopaat als bemiddelaar, inrichtende machten) tot stand te brengen kan ik uit eigen onderzoek beamen.

De bij wijlen zeer scherpe spanningen tussen het COV en de opeenvolgende onderwijsministers – van welke signatuur ook – worden tot op het bot blootgelegd. Voor de studie van de rol van de onderwijspolitieke drukkingsgroepen levert de auteur schitterende voorbeelden van politiek-administratieve netwerking en informatievergarig. Het COV kon blijkbaar rekenen op de discrete, informele medewerking van ambtenaren op het

onderwijsdepartement. Die hulp kon het COV overigens zowel mobiliseren om epuratie dossiers naar zijn kantoren te “smokkelen” (!) (p. 103) als om informatie via de dactylografen van het departement te verkrijgen over de voorbereiding van de loonaanpassingen (periode Harmel, p. 158) of zelfs het wetsontwerp van Léo Collard (p. 183), waarvan het COV de gestencilde versie zonder medeweten van de minister en zijn kabinet in handen kreeg! In 1953 kreeg de ‘geheime politie’ (!) van het COV een ontwerp-circulaire in handen, zodat de COV-belangen tijdig konden worden veilig gesteld (p. 171). Wie het fenomeen van ministeriële kabinetten bestudeert als onderdeel van de uitvoerende macht in België, vindt hier bijzonder relevante voorbeelden...

Uit de gebruikte bronnen kon de auteur vooral de relatie tussen het COV en de ministers van onderwijs blootleggen. De relaties van het COV met, enerzijds, het episcopaat, en, anderzijds, de ‘Guimardstraat’ komen minder uit de verf. Nochtans konden de spanningen tussen het COV en het in 1907 opgerichte Katholiek Schoolverbond (de voorloper van wat zou uitgroeien tot de ‘Guimardstraat’, met kanunnik Temmerman als eerste secretaris-generaal) voor de Eerste Wereldoorlog al hoog oplopen. De schoolstrijd werd als levensbeschouwelijk conflict (klerikaal-antiklerikaal) bijgevolg recurrent of zelfs permanent doorkruist door de tegenstelling tussen werknemers- en werkgeversbelangen binnen het vrij katholiek onderwijs. Dat het episcopaat en de kardinaal in dit licht vanaf den beginne een belangrijke mediërende rol hebben gespeeld, is evident. In de bepaling van de verhouding van het COV tegenover het ACV – autonomie

of integratie – hebben Mercier en Van Roey bijvoorbeeld hun zeg gehad. Dat het COV als organisatie buiten de Nieuwe Orde is gebleven, dankt het aan het verbod van Van Roey om zich aan te sluiten bij de Unie van Hand- en Geestesarbeiders (p. 75). In dit verband rijst echter de vraag of de toetreding van kloosteronderwijzeressen tot het COV (p. 77) geen bewuste strategie van de kerk was om het COV ook van binnen uit te versterken en een dam tegen de Nieuwe Orde op te werpen. Voor een meer systematische reconstructie van de relatie tussen het episcopaat en de COV-leiding dient het aartsbisschoppelijk archief echter te worden onderzocht. De permanente bekommernis van bijvoorbeeld Mercier voor de materiële lotsverbetering, de pedagogische vervolmaking en de permanente religieuze vorming van de katholieke leerkrachten staat buiten kijf.

Lies Van Rompaey geeft ook een duidelijk beeld van de periodiek terugkerende generatieconflicten (jaren 1930) en de interne machtsstrijd voor en na 1945. Soms werden die interne verhoudingen, zoals in het geval van A. Van den Berghe, ook doorkruist door de principiële vraag of de functie van COV-voorzitter wel met een politiek, parlementair mandaat verenigbaar was. De relatie tussen het COV – in principe niet gebonden aan de CVP – en de nationale CVP-politici (parlements- en regeringsleden) komt uiteraard ook aan bod. Onderzoek van hun persoonlijke papieren zal de studie van Van Rompaey in de toekomst zeker nog kunnen aanvullen en precisieren. Het COV formuleerde meer dan eens harde kritiek op de CVP en dat niet alleen op onderwijspolitiek vlak, wanneer de COV-eisen niet onverkort of te traag

werden ingewilligd. In zijn sociaal-politiek taalgebruik en vertoog stelde het COV zich frequent als een strenge schoolmeester op die de regeringsverklaring van Gaston Eyskens (p. 114) bijvoorbeeld een “mat stuk” noemt. Van Rompaey toont immers aan dat het COV de homogeen-katholieke regering (1950-1954) aanporde om het meerderheidsbeginsel tegen de anti-klerikale oppositie in door te drukken en toe te passen en dat Pierre Harmel en andere ministers ook tegen openlijke verwijten weerstand moesten bieden. In 1950 had eerste minister Joseph Pholien het COV al eens op het matje geroepen en zelfs verweten de regeringsstabiliteit in gevaar te brengen (p. 147). Maar ook in de Koningskwestie stelde het COV (vooral de Vlaamse vleugel dan) zich resoluter dan de CVP en het ACV op aan de zijde van Leopold III (p. 86-89). Die onwrikbare leopoldistische trouw contrasteert uiteraard met de opstelling van de socialistische onderwijzersbond. Over meer dan een kwestie zou de lezer echter willen weten welk standpunt de socialistische en liberale leerkrachten innamen. De loyaliteit van het COV aan kerk, dynastie en orde vormt ook een traditie, die de auteur ook met tal van voorbeelden in de periode vanaf 1893 had kunnen illustreren. Profileerde de katholieke onderwijzer zich immers in de jaren voor 1914 als tegenpool van de socialistische en anarchistische onderwijzers-’agitatoren’? Ook na de Oktoberrevolutie van 1917 en de politieke democratiseringsgolf na de Eerste Wereldoorlog wierpen de christelijke leerkrachten zich op als steunpilaar van troon, altaar en orde. Wat de politieke actie van het COV en de katholieke onderwijzer in het algemeen betreft, had de auteur toch moeten ingaan op de regels die terzake via ministeriële circu-

lares bijvoorbeeld werden afgekondigd. Dat politiek engagement vormde immers over heel die lange periode een thema dat meer dan eens aanleiding gaf tot debatten in het parlement en de pers, dus zeker niet alleen ten tijde van de Koningskwestie en de verkiezingen van 1950 (p. 94). De ‘COV-putch’ (p. 122) bij de lijstvorming in 1946 ten gunste van A. Van den Berghe illustreert welke impact de katholieke leerkrachten binnen de zuil konden hebben. Deed het COV die invloed tijdens het interbellum ook al gelden bij de promotie van politici zoals Hendrik Marck en Hendrik Heyman (die het van onderwijzer tot minister schopte)? Zeer relevant is ook het hoofdstuk over de rol van het COV in de repressie en epuratie. Wel vraagt men zich af welke omvang de interne zuivering in het katholiek onderwijs had (p. 96) en blijft het onduidelijk hoeveel COV-ers in de collaboratie dan wel in het verzet actief zijn geweest (p. 98-101). De lezer vraagt zich ook af of er echt geen informatie te vinden is over de houding van het COV en zijn leden ten opzichte van de Joden tijdens de Tweede Wereldoorlog. Welke impact beide wereldoorlogen overigens hadden op de rol(her) definitie van de leerkrachten, is een vraag waar de auteur spijtig genoeg niet op ingaat.

De auteur behandelt wel de rol van het COV in de toenemende pedagogische professionalisering, maar de krachtlijnen van het globale verwetenschappelijkingsproces van het (lager) onderwijs had meer kunnen worden uitgediept. In dit licht wijst ze wel op de statusverlaging en toenemende loonfrustraties van de lagere schoolleerkrachten ten gevolge van de democratisering van het middelbaar en

de expansie van het technisch onderwijs. In zijn strijd om het behoud van de vierde graad (p. 163 e.v.) toonde het COV zich door corporatistische belangenreflexen geconditioneerd tegen vernieuwing. De evolutie van het COV van syndicale beweging tot sociaal-politieke ‘technostructuur’ blijkt ook uit deze studie. Valvekens, die meermaals interne weerstand ondervond omwille van zijn weinig democratische bestuursmethode, kon zich juist als ‘technocraat’ doen gelden. Van COV-figuren zoals Valvekens en Donse worden overigens zeer levendige portretten geschilderd. Wat de interne organisatie betreft, legt de auteur de vinger op het feit dat het COV-bestuur zeer lang een louter mannelijke aangelegenheid was, hoewel er sedert de beginperiode meer dan 50% onderwijzeressen actief waren. Verschilt het COV wat die genderverhouding betreft van andere syndicale organisaties? De auteur schetst overigens op prangende wijze (p. 232-e.v.) hoezeer de lekenonderwijzeressen hebben moeten strijden om huwelijk en werk te mogen combineren. Interessant zijn ook de andere interne tegenstellingen die de auteur blootlegt, zoals de occasionele of recurrente belangenconflicten tussen de stedelijke en de rurale, de gemeentelijke en de vrije onderwijzers ten gevolge van de loonbaremaverschillen van deze categorieën leerkrachten. Dat stedelijke onderwijzersbonden, zoals te Antwerpen, een coalitie vormden over de levensbeschouwelijke grenzen heen om front te vormen tegen de concurrentiële eisen van de “ruralen”, is ook een bijzonder relevant gegeven. Deed dit fenomeen zich ook al tijdens het interbellum voor en vormde het Antwerpse schoolcompromis van 1921 daarin een factor?

Een paar detailopmerkingen. Onderwijs is vandaag geen “regionale” materie (p. 22) maar een gemeenschapsmaterie. Het is onduidelijk wat het “Christen Kartel” (p. 68) eigenlijk is. De auteur wijst wel op het grote aandeel van onderwijzers in de Vlaamse Toeristenbond (23,5 % in 1922) maar men zou preciezer willen weten hoe groot hun rol was in de religieuze, sociaal-culturele en politieke organisaties van de katholieke zuil. Wie maakte deel uit van de “Raad van Wijzen” (p. 113) ? Dat het de Nederlandse collega’s van het COV in de jaren 1950 opviel dat onderwijskwesties in België zo gepolitiseerd waren (p. 178), had de auteur kunnen verklaren door te wijzen op het al lange doorwerken van de Nederlandse schoolpacificatie van 1917. Soms had de auteur bij de analyse van de COV-argumentatie explicieter de traditionele katholieke schoolthesis van innovatieve argumenten kunnen onderscheiden. Dat katholieken twee keer voor onderwijs zouden moeten betalen (p. 191), is een argument waarop ze sedert de 19^{de} eeuw permanent hebben gehamerd. Van Rompaey heeft echter met haar studie over het COV een grondige bijdrage geleverd tot de sociale en syndicale onderwijs-geschiedenis, die niet alleen historici maar ook politicologen en sociologen zal interesseren.

Dr. Roel De Groof